

Rapport d'activité 2011

Sommaire

Contexte	3
Cadre d'intervention.....	3
Professionalisation & Mise en réseau	4
Capitalisation & Diffusion	20
Conseil & Accompagnement.....	37
Etudes & Recherche	49
Observations des territoires	51

CONTEXTE

Le Centre de ressources pour les acteurs de la cohésion sociale de Midi-Pyrénées « Ressources & Territoires » inscrit son action dans le cadre national défini par le Secrétariat Général – Comité Interministériel à la Ville (SG-CIV). Ses missions principales sont la qualification et l'accompagnement des acteurs dans la mise en œuvre des politiques de l'État.

Dans l'exercice de ses missions et l'offre de ses activités, le centre de ressources intervient dans **une position de tiers** en respectant les orientations de l'État en région comme les orientations propres des collectivités territoriales et des autres institutions. Dans le contexte de politiques publiques souvent contractualisées entre l'Etat et les collectivités territoriales, le centre de ressources a pour ambition d'exercer une **mission d'intérêt général** en accompagnant les acteurs de la cohésion sociale.

Son Conseil d'Administration détermine des orientations et priorités stratégiques. Ressources & Territoires développe une coopération effective :

- entre les membres constitutifs du Groupement : État, Collectivités Territoriales, Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS), Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), Université Toulouse Le Mirail (UTM), Institut des Etudes Politiques (IEP),
- avec divers centres exerçant une fonction ressources en région.

La structure s'inscrit aussi dans les réseaux professionnels et les rencontres nationales initiés par la Délégation Interministérielle à la Ville (DIV), l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI) et la DRJSCS.

CADRE D'INTERVENTION

Il est important que Ressources & Territoires développe l'activité dans sa **dimension « Cohésion sociale »** en fonctionnant en transversalité sur l'ensemble des thématiques qui relèvent de ce champ : *accès aux savoirs* de base, *habitat*, *réussite éducative*, *santé*, *emploi*, *prévention et sécurité*. Ces six thématiques sont traversées par la lutte contre les discriminations et l'égalité hommes/femmes.

Ressources & Territoires souhaite intervenir prioritairement - mais pas exclusivement - sur les territoires en Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) en créant des espaces de rencontre réguliers entre les acteurs, en favorisant l'échange d'expériences, mais aussi en proposant un plan de formation annuel en relation avec les besoins exprimés. Cette offre se traduira notamment par la constitution et l'animation de véritables réseaux de professionnels par thématique.

Missions socles de Ressources & Territoires :

- Professionnalisation & Mise en réseau
- Capitalisation & Diffusion
- Conseil & Accompagnement
- Etudes & Recherche
- Observation des territoires

PROFESSIONNALISATION & MISE EN RESEAU

PROFESSIONNALISATION

Éléments de contexte

Les acteurs de la cohésion sociale sont incontournables dans une société de plus en plus individualiste où la recherche de la rentabilité maximale laisse peu de place aux plus faibles. Ils sont incontournables pour toute intervention efficace. La recherche d'une amélioration du bien-être individuel ou collectif, la difficulté d'adaptation dans un monde en perpétuelle mutation ou une crise engendrée par la marginalisation et l'exclusion sociale sont des exemples de ces besoins et des défis auxquels doivent faire face ces acteurs.

Intervenant sur des domaines larges et complexes, ils doivent répondre à des problématiques sociétales, à des difficultés communes, provoquant parfois un sentiment d'isolement, un sentiment d'impuissance, un sentiment « d'incompétence » pour trouver des solutions adéquates aux difficultés collectives.

La qualification, la mise en réseau et la professionnalisation, mission socle de Ressources & Territoires, est une réponse apportée pour accompagner les acteurs de Midi-Pyrénées à la réalisation de leurs missions.

La « qualification » des acteurs à Ressources & Territoires : des actions spécifiques

Les champs d'expertise de Ressources & Territoires couvrent différentes thématiques qui font l'objet d'actions spécifiques en fonction des attentes et besoins des acteurs :

- **Formation et Professionnalisation** : développer et renforcer les compétences professionnelles
 - La formation vise à aider les acteurs dans leur action directe auprès des publics.
 - La professionnalisation vise à « faire reconnaître l'autonomie et la spécificité d'un ensemble d'activités et un processus de formation d'individus aux contenus d'une profession existante ou en devenir et de la construction d'une identité de professionnel » (Wittorski).
- **Mutualisation** : échanger/transmettre des savoirs, des connaissances, des compétences ; échanger et analyser les pratiques ; partager les expériences, les outils, les ressources ; contribuer à la mise en réseau des acteurs du territoire.
- **Recherche-Action / Conférences et débats** : informer les acteurs sur les thématiques des champs d'expertise afin de leur faire connaître et acquérir concepts, méthodes et ressources.

Objectifs

Permettre aux acteurs d'avoir une meilleure connaissance des systèmes dans lesquels ils s'inscrivent, de mieux connaître les publics qu'ils accompagnent, d'échanger sur leurs pratiques, et d'enrichir leurs interventions par la réflexion théorique.

■ Offre de formation

Cycle de formation sur la parentalité

Contexte

Dans le cadre de sa mission d'animation régionale des professionnels de la politique de la ville, Ressources & Territoires a organisé en 2010 deux rencontres avec les acteurs afin de recueillir leurs attentes et leurs besoins et définir avec eux des orientations de travail pour 2011 (démarche de co-construction). La thématique du cycle de qualification sur la parentalité et les thématiques des conférences débats sont donc issues de ces rencontres.

Ce cycle a été élaboré, construit et mise en œuvre en partenariat avec ERASME (Centre de formation en travail social) pour la partie ingénierie pédagogique.

Objectif

Développer une approche pluridisciplinaire autour de la parentalité et une réflexion collective pour conforter les professionnels dans l'exercice de leurs fonctions.

Réalisation

- **3 jours de formation réalisés** (journées de 7 heures – soit 21 heures de formation)
- **16 personnes ont suivi la formation (343 heures stagiaires)**
- 3 intervenants

Le choix d'un angle d'approche différent pour traiter ce thème émane d'une volonté de mettre au cœur du débat, non pas la « responsabilité » unique des parents, mais l'implication/action de tous les intervenants autour de la parentalité.

Ainsi, les trois intervenants ont abordé les concepts fondamentaux sur la parentalité :

- Du point de vue anthropologique et psychologique (métamorphose de la parenté ; approche systémique pour penser la famille, l'institution ; la parentalité : alliance et filiation).
- Du point de vue sociologique et juridique (histoire de la parenté et de l'éducation ; structure élémentaire de la famille et son évolution juridique ; individus et société : les souffrances psychosociales).

L'expertise des trois intervenants se situe sur ces trois champs :

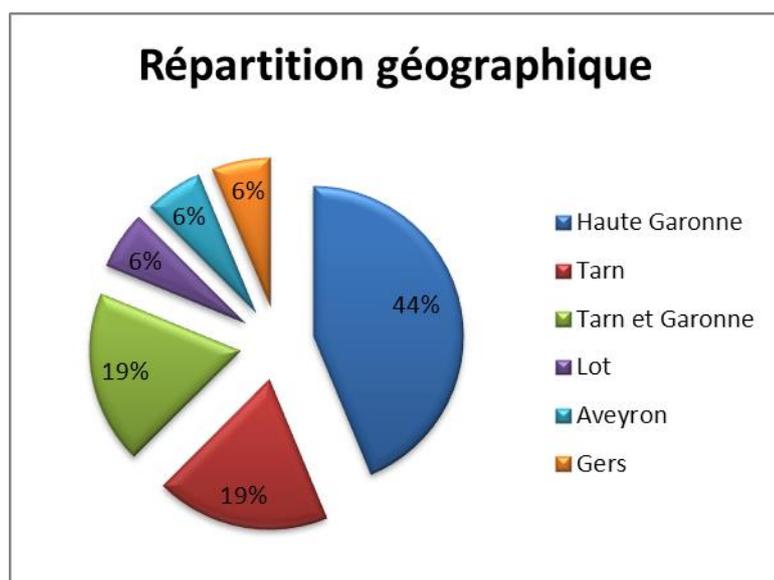
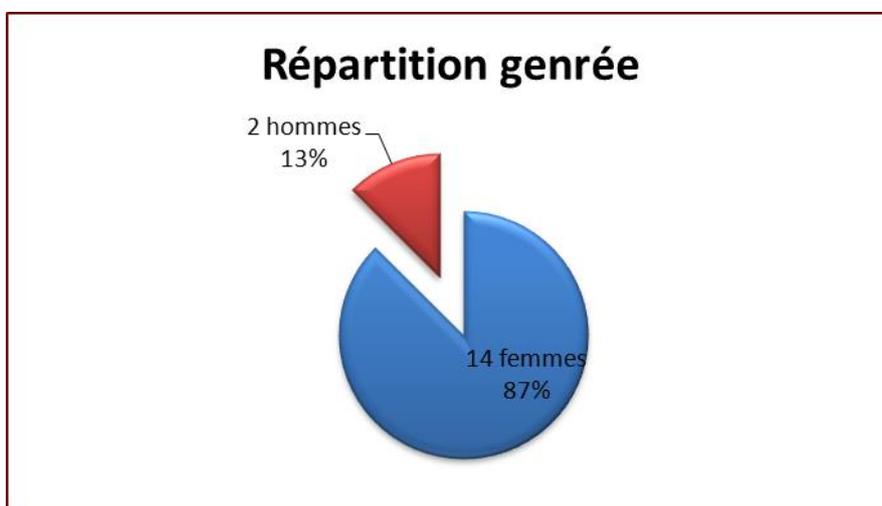
- Une psychologue clinicienne, formatrice du Centre de formation ERASME, qui a appuyé ses apports théoriques par des extraits de conférences de Maurice Godelier, anthropologue émérite sur les questions de parenté.
- Un pédopsychiatre, chef du pôle de psychiatrie infanto-juvénile du Centre hospitalier G. Marchant.
- Un sociologue ethnologue, spécialisé dans la diversité culturelle des familles.

Ces différentes approches ont permis aux participants de repérer et de travailler sur leurs représentations qu'ils ont sur la parenté, la parentalité, la famille ; de situer la place des parents, de l'enfant et celle du professionnel dans l'accompagnement professionnel.

Les deux derniers jours du cycle ont été programmés en 2012 pour des raisons de disponibilité d'agendas. L'évaluation finale sera donc effectuée en fin de cycle.
 Les premiers retours s'avèrent d'ors et déjà très positifs, retours qui ont contribué à faire émerger d'autres demandes auprès d'autres acteurs.

- ⇒ **Le nombre d'inscrits a dû être augmenté à 16 personnes, pour 12 habituellement, pour faire face à la demande, vérifiant ainsi l'intérêt et la motivation des participants sur la thématique traitée.**
- ⇒ **10 personnes étaient en liste d'attente pour une éventuelle session supplémentaire en 2012**
- ⇒ **R&T a été sollicité pour conduire cette action en « délocalisé » sur 2 départements de Midi-Pyrénées (Aveyron et Tarn)**

Typologie des participants



- 7 du 31 (Haute Garonne)
- 3 du 81 (Tarn)
- 3 du 82 (Tarn-et-Garonne)
- 1 du 46 (Lot)
- 1 du 12 (Aveyron)
- 1 du 32 (Gers)

Départements non représentés :
 Hautes-Pyrénées – Ariège

Postes occupés

- 4 coordinateurs CLSPD
- 3 coordinateurs PRE
- 1 coordinatrice Maison Petite Enfance
- 1 coordinatrice de quartier
- 1 CESF
- 1 responsable de centre social
- 1 éducatrice spécialisée (service prévention)
- 1 chargée de mission de la Communauté d'Agglomération de Castres-Mazamet
- 1 chargée de mission PoliVille
- 1 chargée de mission territoriale Prévention et Sécurité
- 1 chargée de formation

Conférence / Débat

Chaque conférence fait l'objet d'une production d'actes (écrits par les conférenciers ou co-écrits Conférenciers/R&T) publiés dans la brochure « Cycle Apprendre » et mis en ligne sur le site Internet R&T. C'est une volonté de R&T de rendre visible tous les contenus de ces conférences, mais aussi une réponse apportée aux acteurs qui souhaitent approfondir les sujets abordés.

Les intervenants sont tous des experts reconnus dans leur champ de compétences.

Les ateliers-débats qui suivent les conférences permettent aux participants (nombre restreint à 16 personnes) de questionner le conférencier sur la thématique et surtout de faire le lien avec les problématiques de leur territoire. Exemple de la conférence sur les gens du voyage qui a apporté un éclairage certain à une élue sur la manière d' « aborder » cette population, de la comprendre et peut-être de mettre en place des actions pertinentes sur sa commune.

- **4 conférences** (2 sur chaque semestre) ont réuni **145 personnes**
- Les **ateliers-débats**, suivants les conférences, ont réuni **52 personnes**

Dates	Intitulé conférence	Intervenant-e	Nombre de participant-e-s
8 avril	L'insécurité linguistique au travail : analyse et perspectives de formation	Hervé ADAMI Maître de Conférence ATILF Nancy et CNRS (Equipe Crapel)	19
27 mai	Orthographe et illettrisme ; ou comment aborder des écrits très défailants sur le plan orthographique	Jean-Philippe MERCIER Responsable du CRI – CREFOR Haute-Normandie	24
15 nov.	Accompagner les publics en difficulté d'insertion : quels modèles pour quelles pratiques ?	Valérie CAPDEVIELLE Maître de conférences en psychologie – UTM	66
1 ^{er} Déc.	Gens du voyage, Tsiganes, Manouches, Roms, Gitans... : des variations terminologiques lourdes de conséquences	Jean-Luc POUETO Anthropologue – Responsable du DUFLI / Université de Pau	36

Programme de formation (hors conférences)

Le programme de formation offre de nombreuses actions de formation contribuant à la professionnalisation des acteurs et concerne deux types de publics :

- **Les acteurs directs** : professionnels de l'insertion, de la formation, du social, de l'éducatif, de l'associatif (travailleurs sociaux, formateurs, responsables...)
- **Les acteurs indirects** : personnes relais, acteurs institutionnels, acteurs de la prévention, de l'éducation...

Pour l'année 2011, Ressources & Territoires a réalisé :

⇒ **31 actions de formations**

Sur **50 journées**

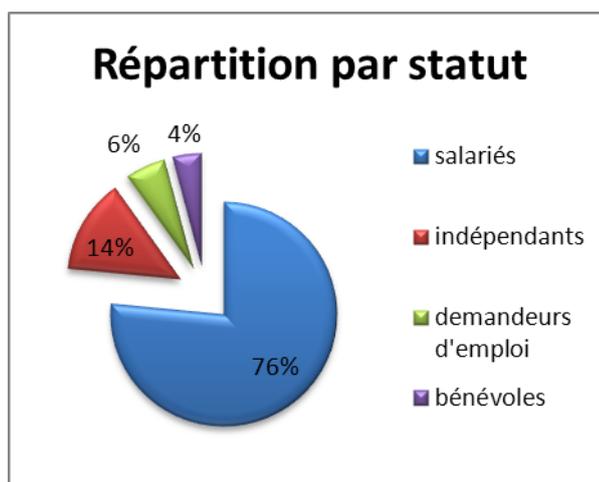
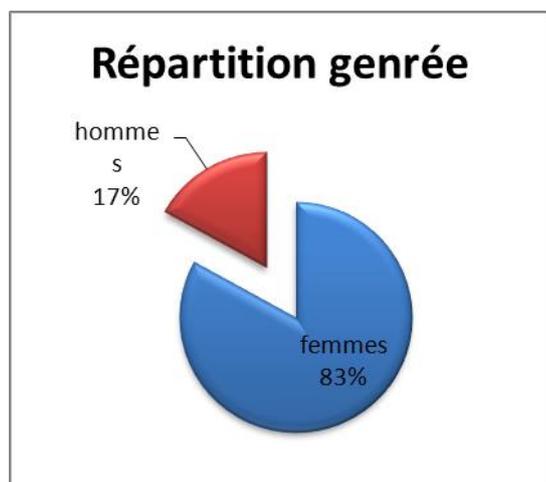
Cumulant **3 626 heures stagiaires**

Durée moyenne : 1 jour ½ et 6h30 par jour (1 jour en moyenne par participant)

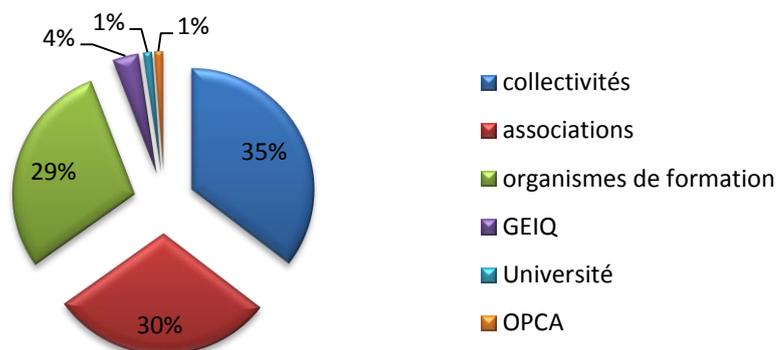
⇒ **357 personnes formées**

⇒ **96 % de taux de participation aux actions**

Typologie des participants

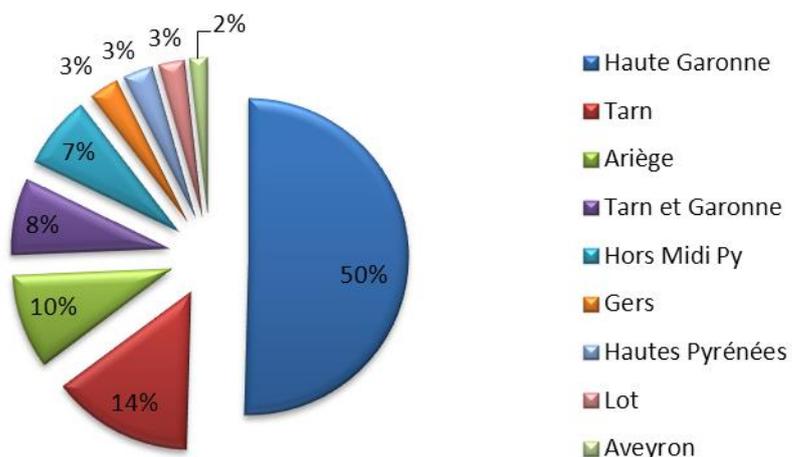


Répartition des salariés par type de structure

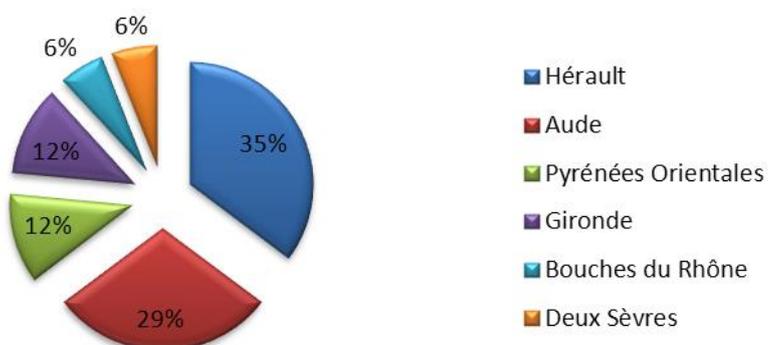


Répartition géographique

Provenance géographique



Provenance hors Région MP



Récapitulatif des formations

Dates	Intitulé formation	Nbre jour	Durée hres	Nbre stagiaires		
				H	F	Total
10-janv.	Echanges de pratiques construire une démarche d'accueil	0,5	3	1	5	6
13-janv.	Prendre la parole en public : pour une approche globale de la pratique du formateur	1	7	0	4	4
17&18-janv.	Maîtriser le français en situation de travail	2	14	2	11	13
27-janv. au 20-mai	Développer ses compétences de formateur	10	70	2	10	12
17-févr.	Sensibilisation aux situations d'illettrisme	0,5	1	7	19	26
15-mars	Sensibilisation aux situations d'illettrisme	0,5	1	3	4	7
3&4-févr.	Illettrisme et FOAD	2	14	0	9	9
10-févr.	Accueillir et accompagner des personnes en situation d'illettrisme	1	7	1	12	13
17&18-mars	La Méthode Naturelle de Lecture Ecriture	2	14	0	13	13
21&22 mars	Utiliser les techniques de correction phonétiques pour faciliter l'expression et la communication	2	14	1	15	16
4/04-9/05-6/06	Accompagner le développement des compétences de formateur	3	20	3	4	7
8-avr.	Conférence : L'insécurité linguistique au travail	0,5	2,5	2	17	19
8-avr.	Atelier : Articuler les apprentissages langagiers à la formation professionnelle	0,5	3	2	8	10
15&20-avril	Groupe de travail CNFPT	1,5	9	2	3	5
15/04-avril	Evaluation politiques publiques	0,5	3			15
9,10,30 mai	Laïcité, religions et identités : entre représentations et réalités groupe 1	3	21	1	11	12
23-mai	Sensibilisation aux situations d'illettrisme	1	6		8	8
25&31-mai 17-juin	Laïcité, religions et identités : entre représentations et réalités groupe 2	3	21	5	5	10
27-mai	Conférence : Orthographe et illettrisme	0,5	2,5	2	22	24
27-mai	Atelier/débat : Orthographe et illettrisme	0,5	3	1	15	16
9-juin	Apprendre, organiser un parcours de formation	1	6	3	10	13
14-juin	Bagages : une méthode de FLE-FLS	1	7	1	8	9
20-juin	Groupe de travail CNFPT	0,5	3		7	7
24-juin	Apprendre les savoirs de base dans et par les situations de travail	1	7	3	11	14
TOTAL 1^{er} SEMESTRE		39	259	42	231	288

Dates	Intitulé formation	Nbre jour	Durée hres	Nbre stagiaires		
				H	F	Total
30-sept.	Le son du Nénuphar	1	7	2	11	13
3,10,17-oct	A votre budget, prêt, partez !	1,5	9	3	9	12
13-oct.	Situation d'illettrisme et de non maîtrise de la langue	1	7		9	9
15-nov.	Conférence : Accompagner les publics en difficulté d'insertion	0,5	3	11	55	66
15-nov.	Atelier/débat : anticiper les ruptures dans les apprentissages	0,5	2,5	2	12	14
16-nov.	Sensibilisation aux dossiers numériques	0,5	2	2	3	5
29-nov.	DALIA – Dispositif d'Apprentissage en Ligne et en Autonomie	1	7	2	9	11
24&25-nov	Améliorer sa qualité d'expression orale dans ses relations	2	14	3	9	12
22-nov 8,15-déc.	Cycle parentalité	3	21	2	15	17
1-déc.	Conférence : Gens du voyage	0,5	3	7	29	36
1-déc.	Atelier/débat : gens du voyage	0,5	3	3	9	12
7-déc.	Ateliers de créativité poétique	1	7	1	6	7
TOTAL 2 ^{ème} SEMESTRE		13	85,5	38	176	214
TOTAL ANNUEL		52	344,5	80	407	502

Evaluation qualitative

En 2011, Ressources & Territoires a étendu son offre de formation sur ses autres champs d'expertises : Education et réussite éducative, Prévention et sécurité, santé... afin de répondre à la demande et aux besoins de tous les acteurs de la cohésion sociale de Midi-Pyrénées.

Pour répondre au plus près de la réalité du « terrain », de satisfaire des demandes issues de situations concrètes et/ou de besoins réels, Ressources & Territoires a réalisé un « **recueil des besoins en formation** » auquel plus d'une centaine de professionnels ont répondu, permettant de dégager trois axes de travail pour les programmes à venir :

- connaître et comprendre des théories et des concepts
- Développer/améliorer sa pédagogie/ses techniques
- Acquérir et utiliser des outils.

Pour ce faire, trois formulaires ont été mis en ligne, intitulés « Recueil de vos besoins en formations », adressés à trois réseaux d'acteurs : les usagers du service information et documentation, les participants aux formations de R&T, les acteurs des réseaux politique de la ville et de prévention et sécurité. Les professionnels ont été prolixes dans leurs réponses, y compris à l'item « expression libre » où ils ont fait part de leur satisfaction à l'égard de cette démarche (prise en compte de leurs attentes, de leurs besoins, implication, participation, travail collaboratif...).

Ressources & Territoires inscrit donc sa logique d'action dans la co-élaboration et la production collective avec et pour les acteurs, pour construire des actions répondant aux spécificités des structures et aux attentes des professionnels.

Une page du site Web est également dédiée au recueil permanent des besoins en formation, intitulé « Vos idées nous intéressent – Exprimer vos besoins en formation » (<http://www.ressources-territoires.com/vos-idees.php>).

En 2011, les Internautes ne se sont pas saisis de ce formulaire ; il n'y a pas eu de communication spécifique, donc méconnaissance de cette possibilité offerte aux acteurs. Ceci pourrait être un axe de développement pour 2012.

La **diffusion et communication du programme de formation** a également été développée sur le site Web par la mise en ligne des actions au fur et à mesure de leur programmation, avec la possibilité pour les Internautes de s'inscrire directement avec le formulaire en ligne. (<http://www.ressources-territoires.com/bulletin-inscription.php>). Depuis septembre, 30% des inscriptions s'effectuent via le site Web.

Le programme de formation est passé en première page du site Web, permettant une meilleure visibilité et un accès facilité pour les Internautes.

Il n'y a plus d'envoi unique de programme trimestriel ou semestriel ; les acteurs reçoivent régulièrement les actions de formation, ce qui permet une présence soutenue et assidue de R&T auprès des acteurs ainsi qu'une certaine réactivité en fonction de l'actualité.

Une version complète des actions (catalogue) reste néanmoins disponible sur le site (téléchargeable en PDF) ; la version du site est actualisée régulièrement. Une version papier est également disponible à l'accueil et au Service Information et Documentation en exemplaire limité.

Le nombre moyen de participants est de 12 personnes en général, mais il a été porté à 16 personnes à partir d'octobre face à une demande d'inscription croissante (conséquence de l'amélioration de la diffusion et de la communication des actions auprès des différents réseaux)

Le nombre d'actions sur le 1^{er} semestre a été plus important (22 actions pour 12 actions sur le 2^{ème} semestre) mais le taux de participation est quasi équivalent sur les deux semestres ; ce qui atteste l'augmentation de participants par session.

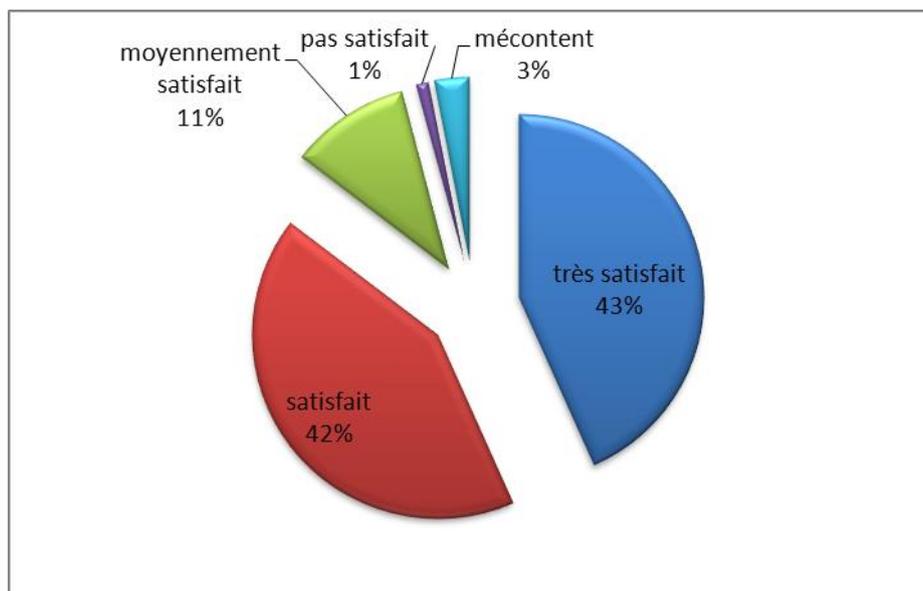
Répartition des participants par semestre

2011	Nombre d'actions	Nombre de Participant-e-s	Moyenne du nombre de participant-e-s par actions
1 ^{er} semestre	65 %	56 %	12
2 ^{ème} semestre	35 %	44 %	18

Une meilleure diffusion du programme de formation, l'élargissement de la « cible » des publics et des actions ouvertes sur d'autres champs de compétences, ont contribué à cette augmentation significative.

L'évaluation de chaque action de formation permet une adaptation et des réajustements permanents pour répondre au plus près des besoins des acteurs. La synthèse de ces évaluations révèle que plus de 80 % des participants sont très satisfaits ou satisfaits. Les personnes expriment leur insatisfaction ou mécontentement généralement sur le fait que :

- la formation est trop courte (révélant par-là l'intérêt porté à la formation et à la volonté de se professionnaliser).
- Les apports de la formation ne sont pas immédiatement transférables en situation professionnelle (cette remarque est inhérente à tout apprentissage – Cf. le temps de maturation).
- Les conditions matérielles pourraient être améliorées (salle de formation, matériels mis à disposition, notamment pour les formations demandant un équipement informatique).



Les fiches d'évaluation comprennent 3 parties cumulant 15 items :

- 7 items sur les objectifs et contenus de la formation
- 4 items sur les qualités de l'intervention
- 4 items sur l'environnement et les moyens pédagogiques

C'est sur ces derniers items que les taux d'insatisfaction sont plus conséquents.

■ Formation hors catalogue

📄 Maisons Citoyennes de Colomiers

Contexte

Les ateliers d'apprentissage de la langue de la Mairie de Colomiers sont des actions de proximité qui permettent l'apprentissage de la langue française dans un contexte d'intégration. Ces ateliers s'inscrivent dans un projet territorial visant principalement à :

- faciliter l'autonomie sociale, culturelle, administrative et professionnelle,
- améliorer la connaissance des espaces de proximité,
- permettre aux bénéficiaires d'entrer dans des dispositifs de formation et des parcours de qualification.

Ces actions sont portées le service Pôle d'accompagnement social, Direction Vie Citoyenne/ Service Vie des Quartiers de la commune.

Des formateurs bénévoles animent ces ateliers d'apprentissage sans toutefois être des "spécialistes" de la formation.

Objectifs

Accompagner le projet de développement des compétences des intervenants bénévoles des ateliers linguistiques en lien avec le projet des « Maisons Citoyennes ».

Réalisation

L'intervention s'est déroulée sous forme de journées thématiques :

Titre de l'action	Dates et heures	Intervenant	Présents
Accueillir, positionner pour... fixer des objectifs, élaborer un parcours de formation	1 journée 4 avril 2011 à Colomiers	Nicole ROUJA R&T	9 personnes
Développer les compétences transversales : calculer, raisonner, appréhender le temps, appréhender l'espace, mémoriser... Utiliser les ressources du Pôle Accès aux Savoirs de Base	1 journée 9 mai 2011 à R&T	Anne DUBAELE- LE GAC, R&T	7 personnes
Développer les savoir-faire langagiers : écouter, parler, lire, écrire	1 journée 6 juin à Colomiers	Nicole ROUJA R&T	4 personnes

Le travail mené s'est articulé entre apports théoriques, didactiques et échanges de pratiques. Le postulat était celui de partir de la pratique existante de chacun des acteurs, d'identifier les éléments existants ou manquants dans l'intervention auprès du public et d'accompagner la co-construction d'un projet commun.

Intervention sur l'apprentissage des savoirs de base - Hors Région

Deux journées ont été réalisées en Languedoc Roussillon en partenariat avec les Centres Ressources Illettrisme de l'Aude et de l'Hérault sur le thème de l'apprentissage des savoirs de base à partir des situations de travail.

Ces journées s'adressaient à un public de Formateurs, responsables, encadrants techniques ayant une expérience ou un projet de formation savoirs de base avec des salariés en situation de travail.

Elles s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat développé depuis plusieurs années avec les CRI.

Intervention / Formation politique de la ville

Contexte

Interventions spécifiques sur le thème « politique de la ville » pour une approche générale auprès d'étudiants sur 2 structures.

COFRIMI : intervention pour BPJEP/ médiateurs sociaux : 1 jour (7 avril) - 15 participants

ERASME : intervention auprès d'étudiants en éducateurs spécialisés : 3 jours (14, 15, 29 mars) - 40 participants chaque jour

Evaluation qualitative apport/valeur ajoutée

Au regard des stagiaires :

- Accueil en entretien à R&T de 3 groupes d'étudiants sur du conseil méthodologique au regard de leur stage faisant partie de leur cursus de formation ;
- Accueil au service Infodoc pour recherche de ressources documentaires ;
- Un sujet particulier dans le cursus de formation pour autant complémentaire ;
- Intérêt des étudiants

Au regard de la structure de formation :

- Souhait d'un renforcement d'une collaboration sur la co-construction de l'intervention et d'un projet de production à partir des travaux des étudiants.

R&T a également participé aux jurys des écoles de travailleurs sociaux : ERASME et St SIMON

Formation à la prévention et à la Lutte Contre les Discriminations : projet de territoire, autres thématiques - Participation

Contexte

La DRJSCS a souhaité une meilleure prise en compte de l'enjeu de prévention des discriminations dans la politique de la ville. Pour cela elle a visé la sensibilisation à ce sujet, en premier lieu au niveau des professionnels in situ, et questionné leurs pratiques de terrain. Par ailleurs cette formation a eu pour objectif de constituer la première phase de mobilisation des acteurs en vue de l'élaboration d'un plan de lutte contre les discriminations.

Objectifs de la DRJSCS

Développer la formation à la prévention et à la lutte contre les discriminations des acteurs locaux de la politique de la ville : chefs de projets CUCS, travailleurs sociaux, intervenants associatifs, coordonnateurs des équipes de la réussite éducative, délégués de préfets ..., soit 15 personnes maximum.

Objectifs de Ressources et Territoires

Participer à la formation et intervenir si besoin en appui de la DRJSCS et de la DDCSPP pour le soutien des acteurs locaux dans leur démarche de développement d'actions post formation.

Éléments de réalisation

Nombre de participants : 15 par session (chefs de projets CUCS, travailleurs sociaux, intervenants associatifs, coordonnateur équipe réussite éducative)

Dates : les 1^{er}, 15 et 29 septembre 2011

Lieu : MJC à Graulhet (81)

Evaluation qualitative apport/valeur ajoutée

Des apports significatifs à la fois théoriques et pratiques :

- Une meilleure connaissance de la loi au regard des différentes discriminations.
- Une grille d'analyse de faits avec une mise en pratique, les questions que doivent se poser tout acteur impliqué, les logiques inhérentes à l'analyse des situations discriminatoires.
- Une sensibilisation plus marquée sur ces questions dans les pratiques de travail.
- Une volonté des chefs de projet CUCS de développer cette question sur le territoire.

La stratégie partagée par les chefs de projets est de sensibiliser les élus à cette question, sans cela l'initiative serait, à leurs yeux, difficile.

MISE EN RESEAU

- ☐ **Création et animation de 3 réseaux d'acteurs au niveau régional : chefs de projets CUCS, référents Prévention ou coordonnateurs CLSPD / CISPD et coordonnateurs Programme Réussite Educative (PRE)**

Contexte

Trois rencontres avaient été organisées en 2010 avec quelques acteurs de la politique de la ville et de la cohésion sociale afin de dégager avec eux leurs besoins en termes d'animation régionale. Ils avaient exprimé unanimement le besoin de se regrouper afin de partager leurs pratiques, d'améliorer la connaissance du contexte économique et social, et de partager l'analyse des problèmes/questions auxquels ils sont soumis dans leur quotidien.

C'est dans ce cadre que Ressources & Territoires a initié quatre journées d'échanges de pratiques pour 3 réseaux d'acteurs majeurs de la politique de la ville : les chefs de projets CUCS, les coordinateurs PRE et les référents CLSPD. Ces regroupements ont fait l'objet d'une élaboration commune en termes de calendrier et thématiques à aborder.

Objectifs

- Echanger différents points de vue, proposer des solutions à certains problèmes posés, présenter les outils mis en place et questionner ses confrères sur leurs pratiques.
- Fertiliser l'expérience par des processus de partage.
- Faire ressortir et capitaliser pour chaque métier les pratiques les plus efficaces en termes de gestion et d'action.

Déroulement

- Echange d'information
- Visite du site d'accueil
- Présentation d'actions spécifiques
- Echanges autour d'une thématique décidée au préalable ou échange libre

Fréquence

1 jour/trimestre, soit 4 jours par an pour chaque réseau.

Total : 12 jours sur les 3 réseaux

Calendrier et contenus pour les Chefs de projets CUCS

Date	Lieu	Thème de la journée
15 Avril	Ressources & Territoires Toulouse	Evaluation et logiciel PRE
24 juin	Mairie de Gaillac	Evaluation des projets CUCS et développement durable
30 septembre	Grand Montauban	Evaluation des projets CUCS (suite)
2 décembre	Graulhet	Emploi et insertion professionnelle invitées une élue + la directrice de la Régie de Territoire

⇒ **Nombre de participant au total (sur 4 jours) : 25**

Calendrier et contenus de 2011 pour les Coordonnateurs Programme Réussite Educative (PRE)

Date	Lieu	Thème de la journée
15 Avril	Ressources & Territoires Toulouse	Evaluation et logiciel PRE
16 juin	Montauban	Les champs d'intervention des acteurs institutionnels
22 septembre	Cahors	Le partenariat
24 novembre	Albi	Le processus de repérage à la mise en place d'action

⇒ **Nombre de participant au total (sur 4 jours) : 34**

Calendrier et contenus de 2011 pour les Coordonnateurs CLSPD / CISPD

Date	Lieu	Thème de la journée
31 mars	Montauban (82)	Présentation du site d'accueil Échanges de pratiques autour de plusieurs thématiques : collaboration avec les bailleurs, rénovation urbaine, politique de la Ville, GUP, CDDF...
18 mai	Fonsorbes (31)	Présentation du site d'accueil Échanges de pratiques autour de « Cellule de veille et échanges d'informations »
20 octobre	Plaisance-du-Touch (31)	Présentation du site d'accueil Échanges de pratiques autour de « l'accueil de TIG »
1er décembre	Saint-Orens-de- Gameville (31)	<i>Annulée et reportée en 2012</i>

⇒ **Nombre de participants au total (sur 3 jours) : 44**

Evaluation qualitative apport/valeur ajoutée

Satisfaction générale des participants :

- Un temps de réflexion et d'échange libre de toutes pressions ;
- Un temps de respiration et de prise de recul
- Sentiment de sortie d'une situation d'isolement
- Développement de prise de contact (début de création d'un réseau) et prise de conscience des apports de ce type de regroupement
- Meilleure mesure de la connaissance de leur territoire et identification des forces et des faiblesses
- Mobilité des lieux de rencontres très bien perçue
- Evolution des échanges, amélioration de la vision régionale, de la connaissance d'autrui, et auto évaluation de la conduite des actions
- Convivialité
- Rythme et format conviennent à tous

Suite à donner

Reconduction des journées de regroupement des réseaux sur le même format (4 jours /an, en délocalisé, sur une thématique choisie collégalement).

☐ Rencontres entre l'INSEE et les acteurs des territoires

Contexte

Une convention a été signée entre la DRJSCS, le SGAR Midi-Pyrénées et l'INSEE pour l'élaboration et la publication d'un « 6 pages » sur les données régionales concernant les ZUS de Midi-Pyrénées au regard des derniers chiffres recensés par l'INSEE en 2009.

Ressources & Territoires a organisé deux rencontres entre l'INSEE et les acteurs de la politique de la ville dans les départements du Tarn à Albi et de l'agglomération de Castres Mazamet. Tous les acteurs de la politique de la ville ont été invités : Etat, commune, associations et organismes participant au Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Ces rencontres ont eu pour objectif d'informer les acteurs sur les données quantitatives et qualitatives observées par l'INSEE sur leur territoire, ceci dans une perspective d'appropriation des outils de l'INSEE et de sensibilisation à la création d'outils d'observation adaptés pour suivre l'évolution de leur territoire.

Eléments de réalisation

Les rencontres départementales ont eu lieu les **6 décembre à Albi** et ont regroupé en même temps les techniciens et chefs de projets des CUCS du Carmausin, de Graulhet et de Montauban et **19 janvier sur l'agglomération de Castres Mazamet** avec les techniciens de Gaillac.

Evaluation qualitative apport/valeur ajoutée

- Apport de connaissances du site web, des outils et des indicateurs de l'INSEE
- Mise au point sur les données locales
- Intérêt d'un suivi / satisfaction générale des participants
- Proposition d'une participation des chefs projets CUCS pour contribuer à l'élaboration du prochain « 6 pages » de l'INSEE sur les CUCS en Midi-Pyrénées

Suite : deux autres rencontres sont prévues sur Tarbes et Toulouse en 2012.

☐ PREFAS - Plateforme de recherche en travail social -

Contexte

La DGAS a impulsé en 2004 dans chaque région la mise en place de Pôles de Recherche, d'Etude et de Formation en Action Sociale (PREFAS) dont l'objectif est de valoriser la recherche dans le travail social et articuler le travail des chercheurs avec celui des formateurs et des praticiens. Le pôle de Midi-Pyrénées regroupe les sept centres de formation de travailleurs sociaux, ainsi que le CREAL, l'Université de Toulouse Le Mirail et R&T.

Les grandes missions de la plateforme sont les suivantes :

- Identification et localisation des productions et des acteurs
- Soutien et collaboration à la recherche
- Soutien à la valorisation et à la diffusion des savoirs
- Coordination des centres ressources documentaires
- Études régionales
- Veille sur les qualifications sociales

Le positionnement de Ressources & Territoires au titre de la politique de la ville amène un regard et une analyse différents par rapport aux professionnels du secteur social. Ceci favorise un « décentrage » et une lecture plus globale des problématiques.

Contenu

R&T a animé le groupe des documentalistes et a participé aux différentes instances de pilotage et de coordination : COPIL, Groupe Technique et Scientifique.

Éléments de réalisation

R&T a participé à l'organisation et à la mise en place d'une journée régionale de réflexion « Faire social autrement ? ».

Elle a eu lieu le 21 avril à l'institut de l'aéronautique et du spatial – IAS.

R&T a co-animé un atelier intitulé « Comment croiser recherche et formation dans *la formation tout au long de la vie ?* »

⇒ **Nombre de participants total : 130 personnes**

POSMIP - plateforme d'observation sociale en Midi-Pyrénées -

Contexte

Les plateformes d'observation sociale, impulsées en 2006, émanent d'un constat : les données d'observation sont abondantes mais dispersées, parfois peu connues et peu partagées.

Il en résulte une difficulté récurrente pour tous les organismes en charge de politiques sociales, de construire ou d'accéder à l'information utile, récente et aux études disponibles sur le domaine ou le territoire qui le concerne.

Il existe de fait un déficit d'articulation, de cohérence et d'interprétation entre les observations réalisées, ce qui peut entraîner des prises de décisions de politique publique insuffisamment ajustées et difficilement évaluables.

Partenaires concernés :

- Les services de l'Etat et ses établissements publics
- Les collectivités territoriales
- Les organismes de protection sociale
- Le secteur associatif, coopératif, mutualiste
- Les observatoires, les centres d'études et de recherche, l'Université

Objectifs

La plateforme d'observation sociale doit être un outil d'aide au pilotage des politiques de solidarité et de maintien de la cohésion sociale menées en Midi-Pyrénées. L'objectif principal de la plateforme qui est de produire une connaissance partagée et utile aux acteurs locaux peut être décliné en quatre points :

- recenser, mettre à disposition et valoriser les travaux existants
- mutualiser, décloisonner, impulser la réalisation d'études ou de travaux en commun
- repérer et analyser les besoins en matière d'observation, d'études, identifier les priorités d'action
- réunir les partenaires, échanger sur les bonnes pratiques, partager, contribuer à animer le débat public.

Réalisation

R&T a participé aux différentes instances de pilotage et de coordination : COPIL, groupe technique, cellule d'expert,...

CAPITALISATION & DIFFUSION

■ Le service info-Doc

Le Service Info-Doc, depuis sa création en janvier 2005, n'a eu de cesse d'augmenter et de diversifier ses activités et ses ressources pour répondre au plus près aux besoins formulés ou supposés des acteurs de la cohésion sociale : formateurs, délégués du préfet, chefs de projets, coordonnateurs, ..., -.

A ce jour, de nombreuses activités sont menées en termes de :

- **services** : permanence, accueil, conseil, prêt, Service Question/Réponse (S-Q/R)
- **Productions** : réalisation de dossiers du participant, dossiers thématiques numériques, bibliographies, ...
- création/alimentation d'**outils de diffusion-communication de l'information** site, blog, base de ressources mutualisée en ligne,
- **Animation et/ou participation à des réseaux** : COSOter, plateforme d'observation sociale (POSMIP), plateforme de valorisation de la recherche en action sociale (PREFAS),...
- **Accompagnement des acteurs aux outils TIC** (Technologie de l'information : outils de veille) : délégués du préfet, usagers, ...

📄 La fonction Gestion Documentaire

6 000 documents constituent le fonds documentaire de Ressources & Territoires, tous supports confondus – ouvrages, rapports, supports pédagogiques, etc. ; pour la majorité, ils sont référencés dans la base ressources, COSOter et font l'objet de nombreux prêts.

📄 Le fonds documentaire

Il correspond aux champs de compétences et d'expertise de R&T : accès aux savoirs de base, réussite éducative, prévention de la délinquance et sécurité, santé, habitat, emploi/Insertion, égalité femmes/hommes, lutte contre les discriminations.

Thématiques :

- didactique de la lecture, de l'écriture, du calcul, de l'apprendre à apprendre, problématique de l'apprentissage des savoirs de base, bilan et orientation éducative des adultes, (...) pour le fonds « Accès Aux Savoirs de Base ».
- Intervention sociale, participation des habitants, citoyenneté, culture, habitat - logement...pour la politique de la Ville et la lutte contre les discriminations.
- Criminologie, police, prévention de la délinquance pour le fonds Prévention de la délinquance et Sécurité.

Actualisation du fonds en 2011 : les Ressources documentaires

Les achats documentaires : 40 nouveaux documents ont enrichi le fonds en 2011, hors mallettes de base du formateur et hors publications « gratuites ». Voir annexe A1.

<p>Alphabétisation/ FLE/ FLI Le guide du bénévolat pour l'alphabétisation Bagages – AFTAM Créer des parcours d'apprentissage niveau A1.1 -</p>	<p>Lecture plaisir L'histoire du lion qui ne savait pas écrire</p>
<p>Illettrisme La France de l'illettrisme. - ISBN: 3303332109753 Un autre regard sur les illettrés - ISBN : 978-2-296-55138-1 Illettrisme : le dépasser et construire - 2011/1</p>	<p>Emploi Chemin Faisant 2 ADVP, emploi et entreprise</p>
<p>Photolangage Parlimage 2011, Éditions Qui plus Est</p>	<p>Educabilité cognitive Le cerveau et la pensée</p>
<p>Formation Un nouvel enjeu pour la formation – Formation et professionnalisation.</p>	<p>Ecrit professionnel Les écrits professionnels des enseignants. Pour une didactique professionnelle de l'enseignement Dispositif didactique? Dispositif pédagogique ? Situations d'apprentissage !</p>
<p>Évaluation / Éducation L'évaluation des politiques éducatives Évaluer l'action éducative - Évaluer les politiques éducatives : sens, enjeux et pratiques Pour un accompagnement éducatif efficace Dictionnaire de l'éducation – Guide de l'éducation - École, commune, territoires</p>	<p>Ville / Politique de la Ville / DSU La politique de la ville - L'urbanisme, c'est notre affaire La crise des banlieues Vers une citoyenneté urbaine - Sociologie des quartiers sensibles Villes à vivre La politique de la ville entre ombres et lumières - Développement social urbain et politique de la ville - Des enjeux de la politique de la Ville</p>
<p>Citoyenneté Dictionnaire de la laïcité</p>	<p>Action sociale Entrepreneuriat social Les mutations du travail social -</p>
<p>Prévention de la délinquance / Sécurité Réussir la vidéosurveillance urbaine Immigration et sécurité, Cahiers de la sécurité L'école face au défi de la sécurité.</p>	

Les abonnements : 15 abonnements ont été souscrits en 2011 et restent disponibles au numéro pour une consultation sur place et/ou un emprunt – hors dernier numéro –.

Actualité de la formation

Actualités de la formation permanente (centre info)
Fiches pratiques de la formation continue 2011
Info formation (ex-info flash -centre info)

Éducation / ingénierie pédagogique

Cahier pédagogique
Diversité ville école intégration
Éducation permanente

Interculturel

Écart d'identité
Savoirs et formation (fédération eafti)

Alphabétisation

Journal de l'alpha

Développement local/société/ville

Territoires
Urbanisme

Développement local/société/ville

Territoires
Urbanisme

Sécurité

Les cahiers de la sécurité intérieure - nouvelle série

Veille/information

Net ressources

⇒ **En 2011, plus de 1000 emprunts ont été effectués au centre de ressources régional.**

Les mallettes pédagogiques

Ces mallettes s'adressent prioritairement aux professionnels de la formation, de l'insertion, de l'accompagnement (formateurs, mais aussi aux conseillers, animateurs, ...) qui travaillent sur l'ensemble de la région Midi-Pyrénées et de ce fait, restent éloignés du centre de ressources régional situé à Toulouse.

Bref rappel historique

En 2009, R&T a bénéficié du soutien de la Fondation Orange pour procéder à l'actualisation des mallettes pédagogiques du formateur disponible dans les relais (24 références nouvelles).

Le projet vise à répondre à plusieurs problèmes majeurs que rencontrent les formateurs :

- *pallier à l'éloignement des acteurs et assurer un service de proximité,*
- *proposer des supports adaptés et accessibles, notamment pour ceux dont l'expérience dans le domaine de la formation est récente,*
- *permettre de dynamiser leurs actions en élargissant les connaissances et en enrichissant l'éventail des démarches et des outils.*

Contenu des mallettes

Elles compilent supports pédagogiques, méthodes, démarches et références théoriques rassemblés dans 2 valises à roulettes distinctes pour en faciliter le transport.

Ces valises sont disponibles à l'emprunt et/ou la consultation sur place dans les sites relais de Ressources et Territoires et viennent compléter avec de nouvelles références un fonds documentaire existant dans la plupart des sites (4/6).

Les nouvelles références (24) par thèmes (8)

Educabilité 5 références	Dynamique de groupe 1 référence
Lecture-écriture-jeu 5 références	Orientation professionnelle 1 référence
Interculturalité 3 références	FLE 5 références
Problématique de l'illettrisme 3 références	Mathématiques 2 références

Pour la liste des références, voir [annexe A2](#).

Les relais dans les départements de Midi-Pyrénées

Les relais sont des structures-partenaires qui facilitent l'accès à la documentation mise à disposition et assure la gestion de l'emprunt des ressources du fonds documentaire et des mallettes.

Ils existent dans tous les départements de Midi-Pyrénées dans le cadre de convention d'échanges de service.

Ville	Structure	Service
Foix	FDFR 09 - Fédération Départementale des Foyers Ruraux de l'Ariège	
Rodez	Mission Locale Antenne Rodez	 
Saint-Gaudens	Médiathèque départementale 31	 
Auch	Association IMAJ' 32	
Cahors	Centre Social Sainte-Valérie 46	 
Tarbes	Mission Locale Antenne Nord 65	 
Albi	GRETA du Tarn	 
Montauban	Service Politique de la Ville du Grand Montauban ; les Mallettes sont disponibles à la Maison des Associations	 

Légende :



Fonds documentaire



Mallettes

Évaluation quantitative et qualitative

- ⇒ Toutes les malettes ont été déposées dans chaque site relais et ont fait l'objet d'une présentation aux acteurs des départements.
- ⇒ Au total plus de 50 personnes étaient présentes. Suite à la présentation, certaines structures ont emprunté directement les malettes.

Structures représentées :

- ⇒ UT DIRRECTE, DDCSPP, CNFPT, Cap emploi, AFIDEL (emprunteur), FDLEC 09, Ariège Alpha (emprunteur), CFPPA Saint Afrique, ABSEAH, GRETA, Mission Locale, MGI EN, BIJ, CRAISAF, REGAR (emprunteur), NATIF (emprunteur), CCAS, ATRIUM FJT, ESAT, CA, INSTEP, ISFEC (emprunteur), AMISS (emprunteur), ...

Accueil - Accompagnement/Conseil

Contexte et perspectives

L'espace documentaire R&T est devenu un lieu d'accueil et de travail pour tout public.

Depuis 2008, l'aménagement du fonds dans le centre de documentation du CNFPT a engendré une meilleure visibilité de l'ensemble de la structure et un regain d'activités, d'autant plus conséquent que l'espace a été mutualisé : fonds pour consultation du CNFPT et fonds à l'emprunt pour Ressources et Territoires.

Des permanences sont effectuées du mardi au vendredi tout au long de l'année, par la chargée d'information et de documentation. Cet espace largement ouvert profite, de fait, aux stagiaires de la Fonction Publique Territoriale.

Cette organisation permet une **valorisation de la fonction « ressources »** du GIP.

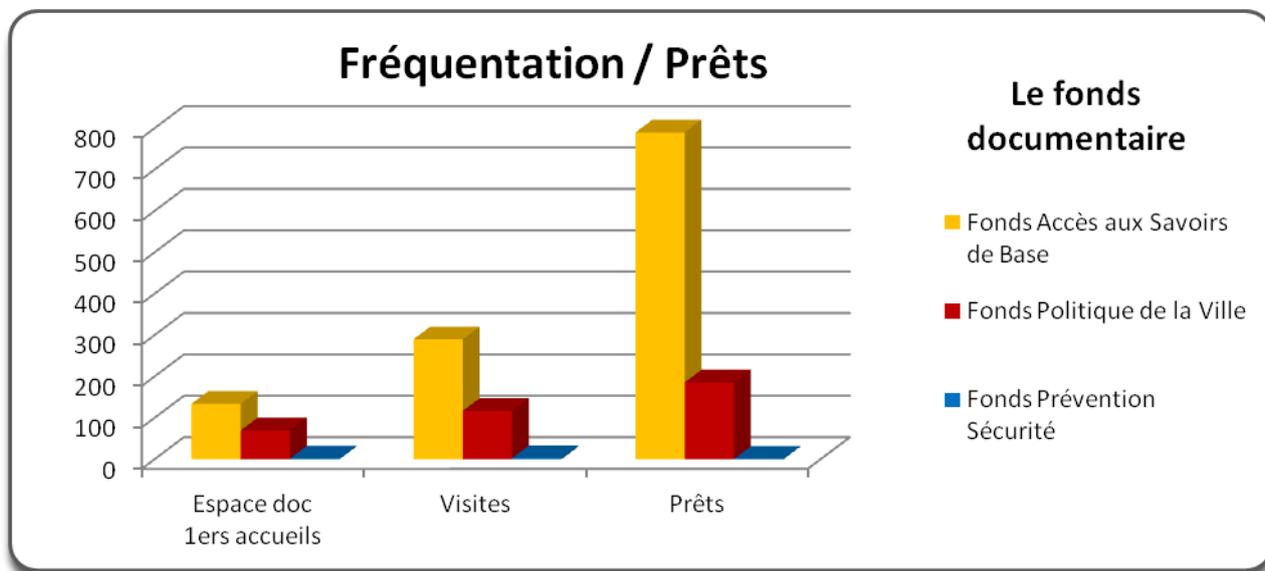
Fonctionnement

Le tout 1^{er} accueil s'effectue, en principe, sur rendez-vous. Il requiert généralement une vingtaine de minutes par personne et une demi-heure ou trois quart d'heure par groupe : présentation de la structure, du programme de formation, du Service d'information et de documentation, des ressources, réponses aux questions.

Ce 1^{er} accueil engendre la plupart du temps d'autres rendez-vous qui prennent alors la forme d'entretiens, accompagnement-conseil mené conjointement par l'ensemble de l'équipe : chargée InfoDoc, chargée de formation, chargées de mission et responsables.

Données chiffrées, 2011

⇒ En 2011, l'espace documentaire a accueilli 160 usagers et 4 à 5 groupes

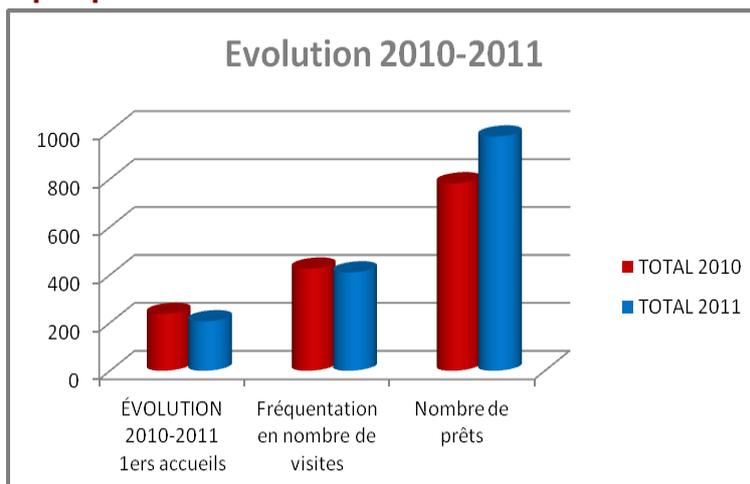


⇒ **Nota bene** : ne sont pas comptabilisées dans ce tableau les statistiques d'accueil/renseignements qui concernent les agents du CNFPT, bien que ce type d'accueil soit fréquent, en raison de la mutualisation de l'espace documentaire commun au CNFPT et à R&T.

Évolution des données 2010-2011

ÉVOLUTION 2010-2011	Fréquentations de l'espace documentaire en termes de 1 ^{ers} accueils	Fréquentation en nombre de visites	Nombre de Prêts
TOTAL 2010	237	426	782
TOTAL 2011	206	410	977

Représentation graphique de l'évolution



Veille / Information

La fonction « veille » est une affaire d'équipe : elle correspond à des besoins d'information en interne et un service assuré auprès des acteurs.

La veille représente une activité de fond qui consiste à repérer et diffuser les ressources et connaissances pertinentes pour éclairer et alimenter les acteurs ; elle participe, de ce fait, à leur qualification. Elle est effectuée en continu et porte sur l'ensemble des champs de compétence de R&T. Elle vient alimenter des outils de diffusion de l'information, comme le S-Q/R ou le blog et donne lieu à des productions, tels les dossiers du participant ou les dossiers thématiques.

Le Service Question/Réponse

C'est un outil de liaison qui permet aux acteurs de solliciter R&T par courriel ou téléphone sur les sujets qui les préoccupent. Il reste un outil gratuit et réalisé sur mesure – en fonction des demandes -. Ce service reste très pertinent – et pour les acteurs et pour l'équipe en interne -, car il constitue d'une certaine manière, une gestion des connaissances au sein de R&T (« la mémoire »).

- ⇒ **En 2011, on comptabilise une vingtaine de réponses écrites et plus d'une centaine de réponses orales. Ce service est assuré de plus en plus oralement et de moins en moins sous une forme écrite et rédigée. Parmi les structures demandeuses, nous retrouvons les CCAS, l'IA 31, les CUCS, l'INSEE, la CA du Grand Rodez, un ESAT, le CNFPT, ...**

La DSI, Diffusion Sélective de l'Information, ou service de veille et d'alerte « personnalisée »

Tout acteur venant souscrire au Service InfoDoc bénéficie de l'accès au fonds documentaire – consultation/prêt- et de l'accès en ligne à la base de ressources –.

Dès lors, il choisit de s'abonner à 2 à 3 thématiques pré-définies par le service qui l'intéressent particulièrement ; il bénéficie alors d'un envoi régulier d'information(s) ciblée(s) qu'il reçoit par courriel - *information documentaire, brèves, synthèse, veille juridique* -.

Ce système d'alerte sélective est fonction de l'actualité ; il s'adresse à une centaine d'acteurs abonnés ; sa périodicité est en moyenne bi-mensuelle.

⇒ **La mise en œuvre du service de diffusion sélective de l'information est effective depuis plus d'un an maintenant et semble satisfaire réellement les destinataires (nombreux témoignages).**

Le blog d'actualité : VIP pour Veille Information Professionnelle

Afin de capitaliser la veille informationnelle envoyée aux acteurs, le Service Information-Documentation a créé un blog d'actualité en nov. 2010, disponible depuis le site de R&T depuis la page [accueil](#) :



<http://veilleinfoprofessionnelle.blogspot.com/>

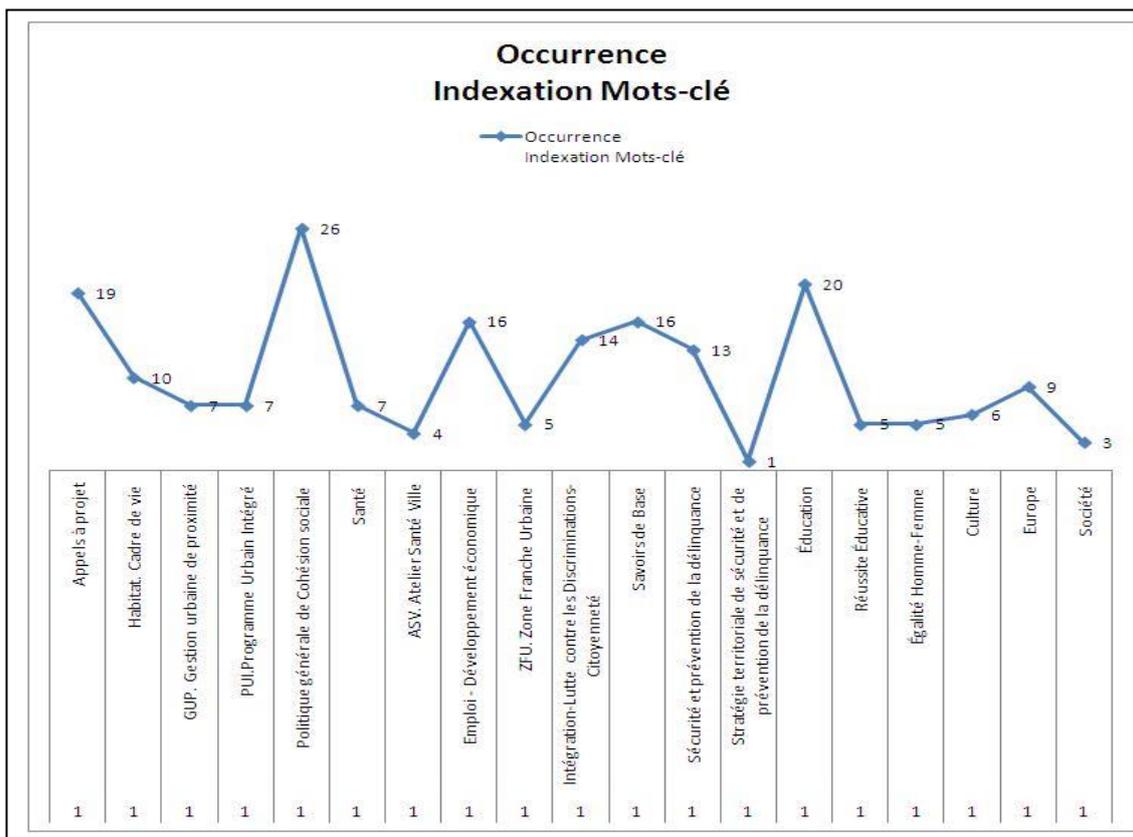
Organisé en grandes thématiques (18 et 5 dispositifs) et par territoire, ce blog permet de relayer l'information nationale et régionale intéressant tous les acteurs de la cohésion sociale. Par ailleurs, il joue un rôle de relai de « l'information régionale » envoyée par nos partenaires.

Le choix de cet outil « blog » se résume en deux points :

- la possibilité d'archivage automatique des alertes sous ces deux entrées incontournables (thèmes/dispositifs et territoires).
- L'autonomie des acteurs dans leur souscription à ce service ; les usagers, même s'ils ne sont pas venus s'inscrire au service peuvent s'abonner aux actualités en toute autonomie.
- Ce blog de veille est le complément indispensable au service d'alerte personnalisée et il contribue largement à une consultation accrue du site internet.

⇒ **Le nombre d'abonnés au blog s'élève à 41 personnes hors DSI en 2011. Une vingtaine d'acteurs supplémentaires est en cours de démarche d'inscription.**

⇒ **Depuis nov. 2010, 150 brèves dont des synthèses ont été publiées, 9000 pages vues. 111 brèves pour l'année 2011. Hors appel d'offres et/ou projets (19), les thématiques les plus traitées sont par ordre décroissant : la politique générale de cohésion sociale, l'éducation, les savoirs de base, l'emploi et le développement économique.**



⇒ Il est intéressant de noter que certaines actualités ont été consultées plus de 100 fois, notamment celles sur la formation professionnelle, l'accompagnement numérique aux savoirs de base, l'égalité homme-femme.

L'accompagnement aux TIC

De plus en plus, le service accompagne les acteurs à l'utilisation des TIC dans le cadre professionnel. Ils en découvrent les différents usages et les multiples fonctions.

De la mise en place d'un système de veille individuel ou collaboratif à l'organisation-animation d'espaces de travail inter-partenariaux à distance et en ligne, cet accompagnement facilite l'appropriation de nombreux outils de nouvelle génération. Il participe à la montée en compétences et connaissances de nos environnements nouveaux de travail numérique.

En 2011, les 2 outils de gestion de projet créés en 2010 continuent d'être alimentés :

- Site COSOTer : [Base documentaire mutualisée COSOTER](#)
- Site PREFAS : [AFORTS MP](#)

En 2011, un site de ressources et d'animation de réseau a été créé et mis en ligne ; il s'agit du dossier pour la professionnalisation des adultes-relais. Cet outil a fait l'objet d'une présentation/formation en 2011, en présence de la DRJSCS, du Cabinet Var-Ramstadt et des délégués du Préfet de la région Midi-Pyrénées.

☐ **Mutualisation des activités documentaires dans le cadre du réseau national des centres de ressources.**

Les trois fonctions inhérentes au Service InfoDoc (Gestion documentaire, Accueil / Accompagnement / Conseil, Veille / Information) s'accompagnent d'actions transversales, telles que la coopération avec d'autres centres de ressources, menées à la fois, au niveau régional (UTM, IEP, École d'architecture, COFRIMI, ...) et au niveau national (Réseau des centres de Ressources Politique de la Ville et Centre Ressources Illettrisme).

Une base Ressources mutualisée sur la COhésion SOciale Territoriale, COSOTer.

Le chantier « mutualisation des bases de données documentaires », à l'image du réseau [RECI](#), Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration, a donné naissance, pour le Grand Sud à [COSOTer](#), la base de ressources sur la **Cohésion Sociale Territoriale**.

A l'origine, trois centres de ressources régionaux (Aquitaine, Centre Poitou-Charentes, R&T Midi-Pyrénées) se sont rapprochés pour constituer une seule et même base de données documentaires. Cette action a été concrétisée par une convention de partenariat tripartite signée au 12 mai 2009, puis renouvelée et élargie par un avenant le 10 juin 2011 avec l'arrivée du centre de ressources de la Région PACA, le CRPV PACA.

Cette initiative est d'autant plus importante qu'il n'existe pas à proprement parler de bases de données documentaires « locales » - entendons, « régionales : une base par région » - sur la Cohésion Sociale.

La finalité de cette base poursuit deux objectifs distincts mais complémentaires :

- servir la gestion documentaire et assurer le fonctionnement du service – gestion des prêts, des commandes, ...
- constituer une « base de ressources thématiques » pour les acteurs.

Si les effets de cette mutualisation s'avèrent positifs globalement – base enrichie pour les acteurs / gain en temps d'indexation et en coût pour les centres de ressources –, il s'agit aujourd'hui d'inscrire le produit COSOTer dans un projet plus vaste de collaboration inter-centres. Ce chantier vise une meilleure coopération tant dans la définition du projet en objectifs partagés, que dans l'action/production (manifestations inter-régionales, échanges d'intervenants, dossiers co-réalisés, ...).

La documentation consacrée aux champs de la cohésion sociale territoriale est disponible depuis une base de données documentaire en ligne, mutualisée avec trois autres centres de ressources régionaux : [PQA](#), [Villes au 2](#) et le [CRPV PACA](#).

*La base porte le nom de **CoSoTer** pour **Cohésion Sociale Territoriale** : <http://cosoter-ressources.info/opac/>. Elle est accessible depuis la page « accueil » du site [Ressources & Territoires](#) .*

*A ce jour, elle comporte quelques **9 000 références**, tous supports confondus – ouvrages, rapports, supports pédagogiques, etc / document papier et/ou document électronique.*

Contexte et perspectives

En 2007-2008, le site internet a connu une profonde restructuration et de son architecture et de ses rubriques en accord avec les nouvelles compétences de la structure – notamment sur les champs de l'accès aux savoirs de base et ceux de la prévention de la délinquance et de la sécurité – (les pôles). Il s'est enrichi, au fur et à mesure des années, d'entrées nouvelles, correspondant à ses champs d'action nouveaux : un programme de formation transversal, une rubrique d'offres d'emploi, ...ce qui a eu pour effet de renouveler le taux de consultation des pages.

A ce jour, il se compose en page accueil de plusieurs rubriques :

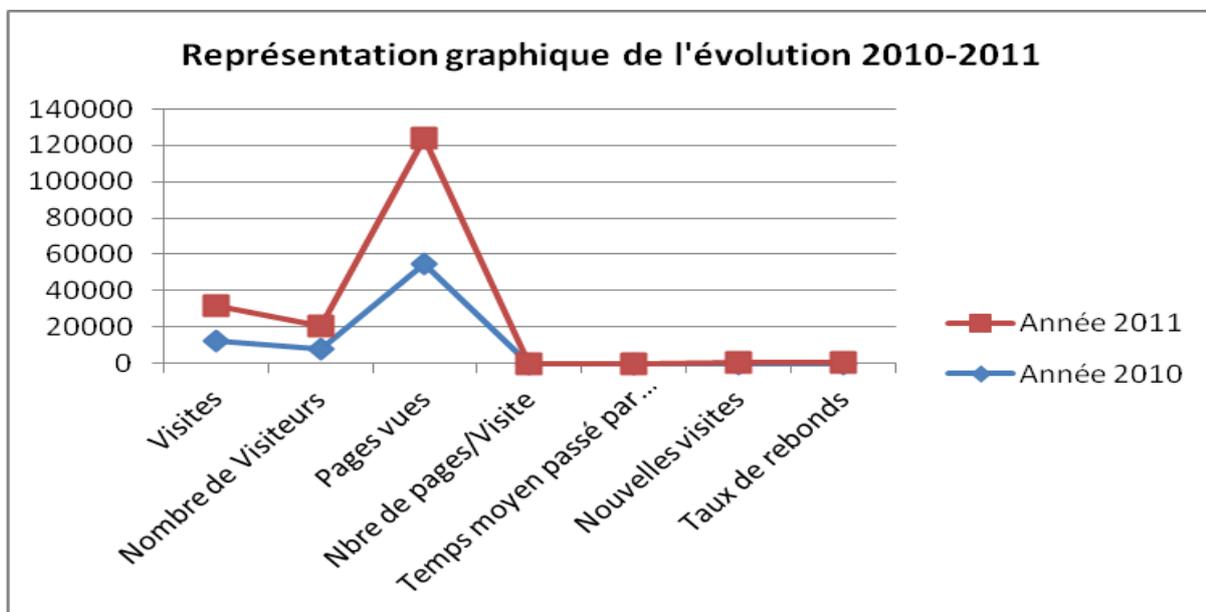
- [actualité/agenda](#),
- [emploi](#),
- [espace documentaire](#),
- [formation](#),
- [blog de veille](#),
- [fichexpériences](#),
- [mieux nous connaître](#),
- [nous contacter](#),
- [politique de la ville](#),
- [accès aux savoirs de base](#),
- [prévention de la délinquance et sécurité](#).

Pour chacune des entrées par pôle, de nouvelles sous-rubriques apparaissent, telles que le champ, les missions, les actions, une cartographie des acteurs, des dossiers thématiques...

Statistiques de fréquentation du site R&T Tableau synthétique et comparatif

Statistiques Site Web	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	Évolution
Visites	2762	4847	2085
Visiteurs	1874	3087	1213
Pages vues	9645	20208	10563
Nbre de pages/Visite	3,49	4,17	0,68
Temps moyen passé par visite	3,15	3,32	0,17
Nouvelles visites	62,72	58,08	-4,64
Taux de rebonds	55,32	45,49	-9,83

Statistiques Site Web	Année 2010	Année 2011	Évolution
Visites	12258	19224	6966
Nombre de Visiteurs	8110	12234	4124
Pages vues	54403	69509	15106
Nbre de pages/Visite	4,44	3,62	-0,82
Temps moyen passé par visite	3,17	2,55	-0,62
Nouvelles visites	65,31	60,95	-14,85
Taux de rebonds	49,48	50,46	0,98



R&T est amené à produire différents types de publications, accessibles au format numérique comme les fichexpériences, les dossiers thématiques, d'autres encore sont diffusés au format papier comme les dossiers du participant.

Les fichexpériences (3)

Ces fiches constituent le volet « capitalisation » ; leur objectif est de porter à la connaissance des acteurs, des expériences innovantes qui peuvent être généralisées. Leur objectif est à la fois la transmission des connaissances et l'amélioration des pratiques.

• Le PAC, Passeport Accueil Jeunes

Fichexpérience, R&T, janvier 2011, n°1/2011, 4 p.

Conjointement initié par l'Association Régionale des Missions Locales et l'Académie de Toulouse, le projet Passeport Accueil Commun vise à proposer à un public de jeunes sortants sans qualification du système scolaire, déscolarisé, fragilisé par l'absence de qualification et souvent confronté à des difficultés spécifiques (sociales, familiales,...) des parcours personnalisés de qualification et d'insertion professionnelle.

C'est le renforcement de la coopération autour de l'offre de services proposée par le réseau des Missions Locales et les structures de l'Éducation Nationale (centres d'Information et d'Orientation – CIO et Mission Générale d'Insertion-Éducation Nationale – MGI-EN) qui doit permettre d'atteindre cet objectif (...)



Cette expérimentation est menée pour la deuxième année consécutive sur 4 territoires de Midi-Pyrénées : Toulouse nord, Toulouse sud-ouest, Foix-Pamiers-Lavelanet et Tarbes. Elle est soutenue par le Fonds d'expérimentation pour la Jeunesse.

• La Régie de Territoire, Graulhet

Fichexpérience, R&T, juillet 2011, n°2/2011, 4 p.

Créée suite à la convention cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de Graulhet en juillet 2007, la régie de Quartier est depuis devenue une régie de Territoire, participant à la démarche de redynamisation du tissu économique et social du bassin de vie du Graulhétinois.

- Nom de la structure associative de préfiguration du Projet, Régie de Territoire : **AGORA**.
- Pilotage de l'action porté par un conseil d'administration composé de la Mairie, du Conseil Général 81, de Tarn habitat et de représentants d'habitants.
- Financements : budget annuel de **900 000 €**.
- Public cible : les habitants des quartiers CUCS et plus largement du bassin de vie de Graulhet.



• L'interculturel fait son cinéma, Gindou.

Fichexpérence, R&T, déc. 2011, n°3/2011, 4 p.

Quand un festival de cinéma devient un outil de cohésion sociale

Depuis les années 1980, dans le Lot, ont lieu à Gindou, des **Rencontres Cinéma** qui rassemblent de nombreux participants. Ces rencontres sont organisées par l'[association Gindou Cinéma](#), qui, propose, grâce au soutien de la DRJSCS Midi-Pyrénées, Aquitaine et Limousin sur des fonds ACSé depuis 2004, un concours intitulé : [le Goût des autres](#).

« Ce concours - nous en sommes à sa 7^{ème} édition ! - vise à développer le 7^{ème} art comme un support pédagogique pour des jeunes de 12 à 20 ans. C'est l'occasion pour eux de réfléchir sur des questions de société, telles que la diversité ou encore l'égalité. L'objectif final est de les mettre en scène ».



Les Dossiers thématiques numériques (2)

R&T souhaite réaliser un à deux dossiers thématiques numériques par an.

Ces dossiers ont pour objectif de présenter un sujet d'actualité, d'alimenter les acteurs en ressources de manière continue sur un laps de temps pré-déterminé à l'avance et afin d'offrir un espace privé aux acteurs souhaitant l'utiliser pour de l'échanges d'informations non public. Ils peuvent être utilisés comme un support à l'animation de réseaux.

Ces dossiers sont en réalité des sites web, réalisés avec le module Google Site de Google.

Deux dossiers thématiques numériques ont été réalisés cette année :

- l'un porte sur la **prévention de la délinquance** mais reste en accès réservé, essentiellement pour des raisons de droit d'auteur. C'est un outil accessible sur demande, qui probablement fera l'objet d'une refonte en 2012, pour être accessible en partie publiquement.
- L'autre porte sur la **professionnalisation des adultes-relais** et reste accessible depuis le site web de R&T. Ce dernier sert de support à l'animation par les délégués du préfet et le cabinet VAR Randstad.

Les dossiers du participant

Trois dossiers ont été réalisés cette année :

- **Adultes-relais, valoriser un parcours professionnel**
*Journée régionale du 19 mai 2011, ENSEEIHT.
DRJSCS MP ; R&T. 14 p.*
- **Fonds d'expérimentation pour la jeunesse**
Journée Régionale des Expérimentations Sociales, à l'initiative de la DRJSCS Midi-Pyrénées, en partenariat avec Ressources & Territoires et la Ligue de l'Enseignement. Toulouse, mardi 6 déc. 2011. 10 p.

- **Approche globale de la Santé et Territoires**
IREPS/R&T. Journées régionales d'échanges, Montauban, vendredi 13 janvier 2012 et Toulouse, lundi 6 février 2012. 40 p.

Les synthèses

Trois dossiers ont été réalisés cette année :

- **L'évaluation des politiques éducatives** : outils, enjeux et méthodes. 2011, 4 p.
- **L'évaluation des politiques de prévention de la Délinquance** : outils, enjeux et méthodes, juillet 2011, 4 p.
- **Acte du colloque national sur la Gouvernance de la Sécurité et de la Prévention de la Délinquance**. Synthèse, fév. 2011, 5 p.

Les manifestations

Forum adultes-relais

Contexte

La DRJSCS en Midi-Pyrénées a mis en place un plan de professionnalisation des adultes relais avec un nouveau prestataire -VAR du groupe Randstad conformément au Plan national d'accompagnement professionnel des adultes-relais de l'ACSE. Aussi, elle a souhaité organiser une journée de mobilisation de tous les acteurs de ce dispositif – y compris les adultes-relais - afin de valoriser ce dispositif comme outil d'insertion sociale et professionnelle.

Objectifs R&T

Accompagner la DRJSCS à la conception, au montage et à l'organisation de la journée.

Contenus

- Co-élaboration du programme de la journée
- Réalisation de la plaquette du programme
- Envoi des invitations et du programme par mail (envoi en deux phases : date à retenir et envoi définitif) + gestion des réponses
- Diffusion sur le site R&T
- Contact des intervenants- ressources et invitation
- Organisation des tables rondes : préparation des contenus avec les personnes ressources
- Réalisation du « dossier du participant »
- Gestion de l'organisation du forum
- Compte rendu des ateliers

Eléments de réalisation

⇒ **Le Forum s'est déroulé le 19 mai de 9h à 16h45 à l'ENSEEIH à Toulouse et a accueilli 80 personnes dont 16 intervenants.**

Evaluation qualitative apport/valeur ajoutée

Cette journée a permis :

- Pour les associations supports, de reposer les enjeux de l'ACSE : « Adultes-relais » est-il un dispositif d'insertion ou un métier ? Quelle est la place de la médiation sociale ?
- Pour les adultes-relais, de prendre connaissance de métiers dans d'autres domaines d'intervention (sports et loisirs, prévention de la délinquance, action sociale) où la compétence de la médiation sociale est utilisée.

- Développement du blog pour les adultes-relais : un site de ressources et d'animation de réseau a été créé et mis en ligne ; il s'agit du dossier pour la professionnalisation des adultes-relais. Cet outil a fait l'objet d'une présentation/formation en 2011, en présence de la DRJSCS, du Cabinet Var- Randstad et des délégués du Préfet de la région Midi-Pyrénées.

Journée régionale du Fonds d'Expérimentation à la Jeunesse – FEJ

Contexte

La DRJSCS a souhaité valoriser les actions du FEJ en Midi-Pyrénées, donner de la visibilité au dispositif, favoriser des échanges d'expériences.

L'élaboration de la journée s'est construite avec la participation des étudiants de l'IEP de Toulouse en Master Discriminations, Genres (fiche de synthèse des expérimentations régionales à partir d'entretiens réalisés auprès des opérateurs et des évaluateurs, présentation des éléments de cadrage du FEJ au regard de leur analyse, prise de notes et production des actes de la journée).

Objectifs R&T

Accompagnement à la conception et au montage de la journée

Éléments de réalisation

- Co élaboration du programme de la journée
- Diffusion des invitations sur le site R&T
- Réalisation d'un « dossier du participant »
- Correction des productions réalisées par les étudiants (fiches synthèse des expérimentations)

⇒ **Le Forum s'est déroulé le 6 décembre à la CPAM à Toulouse et a accueilli 70 personnes.**

Evaluation qualitative apport/valeur ajoutée

- Une première collaboration pertinente et positive avec les étudiants de l'IEP
- Midi-Pyrénées a été la première région à valoriser les expérimentations au niveau national
- Des échanges et des rencontres enrichissantes entre les opérateurs et les évaluateurs
- Une vision régionale de ce dispositif

Suite

- Correction des actes de la journée réalisés par les étudiants de l'IEP
- Etudiante du Master en stage à R&T en 2012

Journée d'échanges autour de l'évaluation - en collaboration avec la DDCSPP du Tarn-et-Garonne (82)

Contexte

La construction de cette journée est née d'un échange entre la chargée de mission « politique de prévention » de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de Tarn-et-Garonne et l'équipe de R&T. Un besoin avait été communément repéré : plusieurs coordonnateurs de CLPSD/CISPD avaient exprimé de manière récurrente de nombreux questionnements autour de l'évaluation de la prévention de la délinquance. La journée s'est donc construite en collaboration avec la DDCSPP 82 et les coordonnateurs de CLSPD / CISPD de Tarn-et-Garonne.

Objectifs R&T

Accompagnement à la conception, au montage et à l'animation de la journée

Éléments de réalisation

- Réunions de travail (janvier, mars, mai, juin 2011)
- Élaboration de **documents supports** (dossier du participant, 4 pages ressources, présentation Powerpoint, cas pratiques, grille d'animation, grille d'évaluation et méthodologie) (mai – juillet 2011)
 - ⇒ **Co-animation de la Journée d'échanges intitulée « Comment évaluer ses projets et ses actions en prévention de la délinquance ? » - 20 participants (5 juillet 2011)**

CONSEIL & ACCOMPAGNEMENT

L'objectif est d'apporter un appui technique et méthodologique à l'ensemble des acteurs concernés par ces opérations.

Accompagnement méthodologique d'une démarche GUP engagée sur le Quartier de Lentajou à Gaillac (81)

Contexte

La ville de Gaillac a souhaité mettre en place une démarche GUP sur un quartier prioritaire de la politique de la ville et a sollicité R&T afin d'accompagner l'équipe technique des services de la ville. Une étudiante de l'IEP de Toulouse en stage à R&T a travaillé durant 4 mois sur ce dossier.

Eléments de réalisation

- Accompagnement à la démarche de la GUP du référent à la Ville ;
- Construction méthodologique de la démarche GUP, rencontres des acteurs ;
- Pré Diagnostic ;
- Mise en place d'un Diagnostic en Marchant, animation ;
- Analyse et réalisation d'un pré-projet (convention GUP).

Evaluation qualitative apport/valeur ajoutée

- Opérationnalité de la GUP : mise en place d'un COPIL, COTECH et d'une équipe projet avec les partenaires de la ville ;
- Opération réussie sur le terrain du Diagnostic en Marchant ;
- Satisfaction de la ville de Gaillac au regard de l'accompagnement de R&T et de l'étudiante-stagiaire ;
- Acculturation du référent GUP de la ville et accompagnement à la prise de poste.

CAF du Tarn

Contexte

Dans le cadre de l'élaboration des nouveaux contrats de projets des centres sociaux du département, la CAF du Tarn a sollicité R&T afin de l'accompagner dans cette démarche.

Eléments de réalisation

- Elaboration de la démarche globale d'accompagnement auprès de la direction et des directeurs de centres sociaux ;
- Accompagnement méthodologique sur la démarche de diagnostic partagé sur les territoires des centres sociaux en gestion directe :
 - o 3 centres sociaux à Albi + St Juery + Veyrières /Rayssac, Cantepau, Lantajou et St Juery

- Centre social de Graulhet (co-gestion communale)
- Centre social de Lameilhé à Castres
- Centre social de Mazamet ;
- Accompagnement de l'équipe de direction à l'élaboration du projet cadre de la CAF pour l'action sociale;
- Réalisation d'un diagnostic partagé sur les actions innovantes des centres sociaux.

Dates et lieux des diagnostics partagés

Présentation de la démarche :

- Le 6 octobre à la Mairie d'Albi (81) ; 60 participants
- Le 17 novembre à Castres –Mazamet

Collectivités concernées	Dates et horaires	Lieux de réunion
ALBI Cantepau	Vendredi 4 novembre 9h - 12h	Maison de quartier de Cantepau – Salle bleue
SAINT-JUERY Pratviel, Rosiers, Mouyssetié et Centre	Mardi 8 novembre 9h - 12h30	Salle du conseil municipal de Saint- Juéry
ALBI : Lapanouse et Saint-Martin	Mercredi 9 novembre 14h - 17h	Ecole Edouard Herriot
ALBI : Veyrières et Rayssac	Jeudi 10 novembre 9h-12h	Grande salle du Patus Cremat
MAZAMET	Jeudi 1 ^{er} Décembre 14h-17h	Centre Social de la Lauze
CASTRES	Mercredi 7 décembre 9h30 – 12h30	Centre social de Lameilhé
GRAULHET	Mardi 3 janvier 2012 9h30 – 12h30	Centre social de Graulhet

Evaluation qualitative apport/valeur ajoutée

- Un accompagnement technique qui a apporté une plus-value auprès des directeurs des centres sociaux ;
- Une dynamique réinstallée et particulièrement auprès de collectivités plus en retrait ;
- Une démarche de travail engagée sur une volonté de développer une culture commune autour de plusieurs thématiques ;
- Une circulation, une fluidité tant au niveau technique que relationnelle ;
- Une objectivation et une structuration des questions ;

« Grand Auch Agglomération »

Contexte

Dans le courant de l'année 2010 plusieurs évènements (actes d'incivilités, dégradation des biens en hausse,...) se sont déroulés dans le quartier du Garros à Auch. Ils ont générés une vague d'inquiétude chez les commerçants au regard de l'avenir économique de leur activité ainsi qu'un fort sentiment d'insécurité exprimé par les habitants.

Face à cette situation, les élus du Grand Auch ont réagi rapidement par la mise en place d'une expérimentation visant à recréer du lien social « en allant à la rencontre de ses habitants pour mieux écouter et appréhender leurs attentes ».

Le recrutement de 3 « Correspondants de quartier » début 2011 est la réponse opérationnelle à l'objectif fixé.

Cette action s'inscrit dans un projet plus global et à long terme, qui porte sur l'ensemble des domaines de la politique de la ville et du développement urbain.

Éléments de réalisation

R&T a été sollicité pour accompagner la prise de fonction de ces 3 agents et la mise en œuvre de cette action.

L'accompagnement s'est déroulé dans le cadre de rencontres régulières de février à octobre avec les correspondants et leurs responsables.

Les entretiens ont porté sur l'analyse des activités produites au quotidien, sur les pratiques développées et la délimitation du champ d'intervention et de responsabilité.

Ce travail a permis de construire un référentiel d'activité. Il constitue une base commune et un cadre de référence. Il permettra dans un second temps de structurer une démarche de professionnalisation.

Valeur ajoutée

Cet accompagnement qui a pu faciliter le développement du projet de la collectivité, est par ailleurs porteur d'un intérêt particulier pour le Centre de Ressources. Il s'inscrit en effet dans:

- une démarche de veille sur l'évolution des métiers dans le champ de la politique de la ville
- une démarche de capitalisation des – bonnes pratiques – pour cette action expérimentale et innovante en termes de service à la population, de par son approche globale, généraliste et contextualisée.

DIRECCTE : accompagnement du dispositif "Compétences clés"

Participation à l'élaboration du bilan qualitatif du marché 2010 en lien avec les correspondants de la DIRECCTE : analyse qualitative (durée des parcours, contenus proposés, publics concernés entrés sur le dispositif).

Elaboration des bons de commande

R&T a participé à l'élaboration des 2 bons de commande émis pour chacun des 8 lots en 2011.

De janvier à février 2011, R&T a procédé à une vérification de la consommation des prestations initiales sur chaque lot et ce avant l'émission des nouveaux bons de commande.
 De mars 2011 à octobre 2011 : alimentation de Rosace après l'émission des bons de commande.

Suivi de ROSACE

- Lien avec le service de la DGEFP
- Actualisation des données en lien avec les bons de commande émis

Tout au long de l'année R&T a procédé au suivi des données. Cela a nécessité plus de 50 interventions. Ces interventions ont eu pour objectif de :

- Vérifier la consommation des prestations initiales à la demande des UT
- Modifier les mots de passe ou les communiquer aux différents acteurs
- Modifier les coordonnées des prescripteurs et ajout des adresses
- Modifier des fiches apprenants liées à des erreurs sur la saisie des noms
- Modification de parcours due à des erreurs de saisie (abandons et échecs), ou à des prolongations de parcours
- Extraction de données à l'attention de la DIRECCTE

Accompagnement des correspondants "Compétences clés" des UT

Participation aux comités de pilotage organisés par les Unités Territoriales et appui à l'analyse des données par département

Département	Dates de l'appui réalisé	Objet
Ariège	UT Ariège : 21 mars 2011	Comité de pilotage
Aveyron	UT Aveyron : 25 janvier 2011	Comité de pilotage
Lot	UT du Lot : 11 janvier, le 17 mai, le 30 août	5 rencontres+ comités de pilotage
Tarn	UT d'Albi 18 mars 2011 : Pôle Emploi Castres 25 mars 2011 : Mission Locale d'Albi 24 novembre 2011 : Pôle Emploi Castres	5 rencontres+ comités techniques

Appui aux OPCA / branches professionnelles

~ OPCA Transport

Intervention d'une ½ journée auprès d'entreprises du secteur du transport sur les enjeux des formations savoirs de base.

~ FAFTT Paris

Intervention auprès de l'ensemble des agents d'accueil et des chargés de formation du FAFTT.

Contexte

La CNPE (Commission Paritaire Nationale de l'Emploi) du travail temporaire mène depuis 1999 une réflexion sur la maîtrise par les intérimaires des savoirs de base.

En avril 2008 le FAF.TT (Fonds d'Assurance Formation du Travail Temporaire) a signé un accord-cadre avec l'ANLCI (Agence Nationale de lutte Contre l'Illettrisme) Cet accord a permis de sensibiliser les partenaires sociaux et les entreprises du travail temporaire aux situations d'illettrisme et d'accompagner les entreprises de travail temporaire dans leurs projets.

En 2011, à la demande de la CPNE du travail temporaire, le FAFTT a présenté son programme « Langue et Compétences en 2011 » lors de l'appel à projet du FPSPP « Favoriser l'acquisition d'un socle de compétences et de connaissances pour les salariés ».

Dans le cadre d'un appel à projet national, R&T a été retenu pour mener une action de formation sur la question de l'illettrisme et pour formaliser un outil de repérage pour que les salariés du FAF.

Objectifs de l'action

Le projet est articulé autour d'un double objectif :

- Co-construire avec les professionnels du FAFTT, les chargés d'information et les conseillers projet, les outils d'aide au repérage des salariés intérimaires en situation d'illettrisme.
- Permettre à ces professionnels intervenant auprès des salariés d'intégrer dans leurs pratiques professionnelles une démarche d'accompagnement et de repérage des personnes en difficulté sur la langue et/ou sur les savoirs de base.

Accompagnement des prescripteurs

Sensibilisation des prescripteurs en lien et à la demande des correspondants de chaque Unité Territoriale :

Département	Dates	Nbre de personnes
Lot	17 février 2011 : Pôle Emploi Cahors 15 mars 2011 : Mission locale du Lot 18 octobre 2011 : Mission Locale du Lot	25 personnes 7 personnes 11 personnes
Haute-Garonne	22 mars 2011 : Pôle Emploi Toulouse	25 personnes
Tarn	09 décembre 2010 : Pôle Emploi Castres 20 janvier 2011 : Pôle Emploi Aussillon	17 personnes 20 personnes

Mise en place en lien avec l'UT du Lot d'un outil de présentation du dispositif Compétences clés à destination des conseillers Mission Locale. Cet outil a été validé en Comité de Pilotage et a été adapté aux conseillers du Pôle Emploi.

« Le guide pratique Compétences Clés » est un support pédagogique, utilisable sous la forme d'un diaporama. Il s'adresse aux conseillers de la Mission Locale du Lot et aux jeunes qui s'y rattachent et peut être utilisé en entretien individuel ou en information collective.

Ce guide a été élaboré par des représentants de l'Unité Territoriale de la DIRECCTE du Lot, du CFPPA/CFAA, de la Mission Locale du Lot et de Ressources & Territoires ».

Accompagnement des opérateurs

Conseil auprès de structures intervenant dans le champ des savoirs de base, organismes de formation :

- Mission Locale de Toulouse
- Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ)
- Institut Catholique de Toulouse (ISFEC)
- Maison Citoyenne de Colomiers
- Centre Social et Culturel de Saint Juéry (81)

Accompagnement du CNFPT

Ingénierie pédagogique auprès des délégations départementales du CNFPT

- Accompagnement et suivi à Toulouse et en départements des ateliers des savoirs et compétences.
- Participation à une réflexion menée par le CNFPT sur l'identification des agents en situation d'illettrisme suite aux tests organisés dans le cadre de la prépa concours.

Formation de formateurs intervenants sur le dispositif « savoirs et compétences de base » du CNFPT, en Région Midi-Pyrénées.

Accompagnement des CFA (Midi -Pyrénées et Languedoc Roussillon)

Contexte

La maîtrise des savoirs de base comme facteur de sécurisation des parcours professionnels des apprentis : démarche d'expérimentation pilotée par l'ANLCI auprès de CFA en Languedoc-Roussillon en partenariat avec INGENIORS (cabinet consultant -Lyon).

La démarche d'expérimentation en Languedoc Roussillon a porté sur 5 CFA :

- Trois CFA A : CFA-A de l'Hérault à Béziers ; CFA-A du Gard à Nîmes RODHILAN ; CFA-A de l'Aude sur le site de Narbonne
- Le CFA Spécialisé de Languedoc Roussillon sur le site de Carcassonne
- Le CFA de la CCI de Nîmes

Éléments de réalisation

- **deux journées de formation** : « des savoirs de base aux compétences clés » et « apprendre à apprendre ».
- **Un groupe de travail de 4 demi-journées** avec le CRERA. L'objet de ce groupe de travail était la création d'une démarche d'accueil et de positionnement.

R&T a également participé à la mutualisation de ressources issues des deux centres ressources en vue de leur mise à disposition auprès des professionnels des CFA.

L'action a réuni des représentants de 10 établissements de Midi-Pyrénées (une quinzaine de formateurs).

Accompagnement des professionnels intervenants dans le champ des savoirs de base

Il s'agit de situations d'entretiens-conseils plus spécifiques sur des questions d'ingénierie pédagogique ou d'ingénierie de formation. Les entretiens ont lieu au centre de ressources sur rendez-vous avec un chargé de mission.

⇒ **Une centaine d'heures ont été réalisées en 2011**

Accompagnement des acteurs sur le territoire régional

~ **Chef de projet CUCS de l'Albigeois**

Contexte

Dans le cadre du renouvellement de l'appel à projet du CUCS, la chef de projet a sollicité R&T pour l'accompagner à construire une nouvelle démarche de travail avec un objectif fort de remobilisation des acteurs de la politique de la ville.

Eléments de réalisation

- Conception de la démarche : **diagnostic partagé** en lien avec la CAF du Tarn sur Albi notamment les quartiers de Veyrières /Rayssac, Cantepau, Lentajou et St Juery **et groupe de travail thématique**.
- Accompagnement méthodologique à l'analyse des réunions et à l'élaboration de l'appel à projet (lignes stratégiques d'intervention).
- Support méthodologique d'animation des réunions.
- Participation aux diagnostics partagés et aux groupes de travail thématique.

Dates et lieux des diagnostics partagés

- Présentation de la démarche : 6 octobre à la Mairie d'Albi (81) ; 60 participants.

Diagnostics partagés

Quartiers concernés	Dates et horaires	Lieux de réunion
Cantepau (Albi)	Vendredi 4 novembre 9h-12h	Maison de quartier de Cantepau – Salle bleue
Pratviel, Rosiers, Mouyssetié et Centre (Saint-Juéry)	Mardi 8 novembre 9h-12h30	Salle du conseil municipal de Saint- Juéry
Lapanouse et Saint-Martin (Albi)	Mercredi 9 novembre 14h-17h	Ecole Edouard Herriot
Veyrières et Rayssac (Albi)	Jeudi 10 novembre 9h-12h	Grande salle du Patus Cremat -RDC- 7 rue des Muettes 81000 ALBI

Groupes thématiques

Thématique	Dates et horaires	Lieux de réunion
Education et réussite éducative	Vendredi 25 novembre 9h-12h	Salle Jean Jaurès Mairie d'Albi
Accès à l'emploi et développement économique	Mardi 29 novembre 9h-12h	Grande salle du Patus Cremat –RDC- 7 rue des Muettes 81000 ALBI

Santé	Lundi 5 décembre 14h-17h	Délégation Territoriale du Tarn Agence Régionale de Santé – Salle Grésigne 69, av. Maréchal Foch - ALBI
Habitat et cadre de vie	Lundi 12 décembre 14h-17h	Salle du conseil municipal de Saint-Juéry
Citoyenneté et Prévention de la délinquance	Mercredi 14 décembre 17h30-20h	Salle Jean Jaurès Mairie d'Albi

Evaluation qualitative apport/valeur ajoutée

Une démarche globalement réussie pour les élus de la ville et de l'agglomération dont l'objectif premier était la mobilisation des acteurs intervenants sur les quartiers prioritaires :

- une participation importante au diagnostic partagé de tous les acteurs : élus, techniciens, opérateurs montrant un réel intérêt au futur de la politique de la ville
- Une attente avérée des acteurs d'une dynamique de travail sur les quartiers prioritaires
- Pour la chef de projet CUCS : une prise de poste confortée

~ Chef de projet du CUCS de Gaillac

Contexte

Dans le cadre de sa mission la chef de projet a sollicité un accompagnement de R&T quelques mois après sa prise de fonction pour une démarche d'analyse systémique sur le fonctionnement et l'organisation des dispositifs et actions sur le territoire.

Réalisation

L'accompagnement s'est déroulé au rythme moyen d'une rencontre mensuelle sur site ou au centre de ressources.

Evaluation qualitative apport/valeur ajoutée

Une meilleure compréhension du projet de cohésion territoriale, des enjeux et stratégies à mettre en place aura permis une réorganisation complète du service.

Accompagnement à la mise en œuvre du PRIPI

Participation aux instances de pilotage du PRIPI : 1^{er} février, 28 mars et à la présentation du PRIPI le 5 avril 2011 au Belvédère à Toulouse.

Participation au groupe régional d'appui à la mise en réseau des acteurs et des actions d'apprentissage de la langue française.

Participation à l'élaboration des fiches actions dans le cadre de l'orientation II/ finalité 3.

Accompagnement des structures portant des ASL

~ **Accompagnement des chefs de projet du CUCS Castres – Mazamet**

Réalisation d'une étude sur les actions concernant les savoirs de base dans le périmètre du CUCS et financée par la politique de la Ville.

Modalités de travail

Rencontres régulières avec les chefs de projet CUCS.

Elaboration d'un questionnaire diffusé auprès des structures de formation et d'accompagnement par les chefs de projets.

Entretien auprès des principaux opérateurs afin de recueillir des compléments d'information d'ordre plus qualitatifs.

Elaboration d'un document final de synthèse.

Préconisations en termes de développement d'un travail de proximité et dans une logique de plateforme.

Cela a permis :

- de recueillir les attentes et d'identifier les problèmes rencontrés par les responsables et d'avoir une vision globale du territoire
- D'avoir une approche territoriale sur la nature des différentes actions et leur répartition (soutien à la scolarité, ateliers d'alphabétisation, ateliers culturels)
- Et de mieux connaître les publics et les spécificités des organismes de formation et des associations de proximité

~ Elaboration du guide « planète alpha » pour le territoire du Gaillacois

Les ateliers d'alphabétisation organisés dans le cadre des activités du CCAS de la ville de Gaillac existent depuis 2006. Ils mobilisent une trentaine de bénévoles particulièrement engagés et permettent à une quarantaine d'usagers, principalement des femmes issues de l'immigration, de bénéficier de temps formels d'apprentissages de la langue française.

Objectifs

- valoriser l'engagement des bénévoles
- Expliquer le fonctionnement des ateliers et
- apporter un éclairage sur la thématique complexe des apprentissages linguistiques

Suite à des échanges entre les différents professionnels et avec les bénévoles concernés par les ateliers d'alphabétisation, un groupe de réflexion (directeur du CCAS, chef de Projet du CUCS, animateur du service Jeunesse et lien Social, bénévole de l'atelier et R&T) s'est mis en place pour réaliser ce travail.

Les échanges ont porté sur les aspects historiques, structurels et fonctionnels dans une approche systémique. L'analyse s'est fait sur l'environnement des ateliers et les éléments qui conditionnent les pratiques.

Réalisation

Un guide pratique.

Plus-value

- Démarche originale, car le plus souvent c'est bien la relation formateur-apprenant qui fait l'objet d'étude ou de formation
- Mise en place d'une dynamique de réseau
- Identification des acteurs engagés

~ Appui à la Maison Commune Emploi Formation de Castres

R&T a apporté un appui ponctuel à la MCEF, en tant qu'expert sur les questions de savoirs de base pour l'élaboration d'un guide à destination des agents d'accueil. Ce document fournit les principales définitions relatives au champ linguistique (Alphabétisation, Illettrisme, FLE,...). Il contient également les indications nécessaires pour orienter le public vers les dispositifs existants ainsi qu'un guide d'entretien pour faciliter le repérage des publics.

Grand Toulouse

~ **Services de la cohésion sociale du Grand Toulouse**

Appui sur demande pour les élus ou les techniciens du Grand Toulouse (conseil, rédaction de notes, ...) :

- Appui technique au Chargé de mission Politique de la Ville et Innovation sociale (réunions de travail, transmission de documents...);
- Participation à un Bureau « Cohésion sociale » (COS) afin de présenter Ressources et Territoires et préparer une présentation de la MODAT et de son bilan d'activité auprès des élus du Grand Toulouse ;
- Rencontre avec la Conseillère Prévention-Sécurité et Politique de la Ville du Cabinet du Maire / Président.

Appui à la conseillère du Maire et Président (CUGT) pour une analyse de l'évolution de la délinquance constatée dans les communes du Grand Toulouse (hors Toulouse) pour l'année 2010.

~ **Communes membres de l'EPCI (Établissement Public de Coopération Intercommunale)**

Ville d'Escalquens

Appui à un technicien de la mairie d'Escalquens pour la production d'une analyse sur la délinquance constatée au sein de la commune en 2010 et 2011 et information sur le taux de criminalité.

Ville de Toulouse

Participation au Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (plénier).

Appui à la Démarche Kiev : projet de reconfiguration de l'Avenue de Kiev.

Appui à l'Office de la Tranquillité : transmission des rapports annuels sur le quartier Reynerie pour 2008, 2009 et 2010.

Appui à la Police municipale : production d'une note synthétisant l'évolution de la délinquance constatée entre 2009 et 2010 au sein du secteur « Rive Gauche » (secteur 2 de la démocratie locale).

Appui au Chef de projets quartiers Est (Direction du Développement Social) : réalisation de deux notes d'analyse pluriannuelle synthétisant l'évolution de la délinquance constatée entre 2005 et 2010 au sein du quartier Juncasse – Argoulets et au sein de la Ville de Toulouse et production d'un tableau de bord pluriannuel sur le secteur Juncasse – Argoulets – Soupetard pour contribuer à un diagnostic de quartier.

Appui à la Chef de projet Reynerie Mirail Université Bellefontaine (Direction du Développement Social) : transmission de tableaux de bord pour une analyse de la délinquance constatée.

Appui à 7 communes du Grand Toulouse (Aussonne, Beauzelle, Brax, Cornebarrieu, Mondonville, Pibrac et Seilh) pour l'intégration de la dimension « Prévention – Sécurité » dans le cadre de la réalisation de leur **Analyse des Besoins Sociaux (ABS) intercommunale** et transmission de tableaux de bord permettant une analyse pluriannuelle pour l'ensemble de ces communes.

Ville de Tournefeuille

Appui au coordonnateur du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) : participation au CLSPD plénier et au Comité technique, **co-pilotage de la Commission « Observatoire »** (synthèse des données et production de documents d'analyse) et participation aux cellules de veille « Tranquillité publique ».

▣ Cabinet du Préfet et au Pôle Sécurité Intérieure de la Préfecture de la Haute-Garonne

Appui général au Plan Départemental de Prévention de la Délinquance et participation au **Conseil Départemental de Prévention**.

Participation au **groupe de travail « Démarche KIEV »** et **gestion de l'outil « Baromètre bailleurs »**.

Appui aux délégués à la cohésion Police – population pour la restitution de l'enquête : « Quelle police pour votre quartier ? » et la formalisation d'une **nouvelle enquête auprès de collégiens** sur leur sentiment d'insécurité, leur victimation et leur perception de l'action policière :

- Restitutions de l'enquête initiale ;
- Participation au nouveau projet « Collèges ».

Appui au délégué à la cohésion Police – population du quartier Bagatelle pour une présentation de la délinquance constatée au sein du quartier et de son évolution sur l'année 2010, tout comme de celle des violences urbaines (transmission de tableaux de bord et des données INVU).

Appui au délégué à la cohésion Police – population du quartier Empalot suite à la demande d'une association de quartier en matière de supports permettant d'aborder avec un public jeune la question des relations jeunes-police .

▣ Communauté d'agglomération du SICOVAL

Participation au CISP (Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance) dans sa forme plénière ou restreinte.

Séance de restitution-débat auprès des élus, en collaboration avec la Gendarmerie, du rapport annuel de la délinquance constatée sur le territoire du SICOVAL.

Appui au service des Politiques partenariales et Prévention et à la coordonnatrice du CISPD :

- Co-organisation d'une rencontre-débat autour de la vidéosurveillance
- Révision de la Charte du CISPD
- Co-animation de deux ateliers de concertation dans le cadre de la révision de la Charte :
 - « Vivre ensemble, sécurité des biens et partenariats »
 - « Sécurité des commerces et des entreprises »
- Synthèse des ateliers de concertation et propositions dans le cadre de la révision de la Charte.

Collectivités de la région Midi-Pyrénées

Conseil auprès de la Communauté d'agglomération du Grand Rodez dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie territoriale de prévention (appui méthodologique auprès d'une stagiaire, réunion de travail).

Conseil auprès du Directeur Sécurité Prévention de la Ville de Montauban à la recherche de bonnes pratiques et d'outils pour mettre en place de la médiation à proximité d'un collègue : transmission de contacts et d'informations.

Conseil auprès de la Directrice du Centre communal d'action sociale (CCAS) de Moissac à la recherche d'un intervenant pour l'organisation d'un colloque autour de la précarité.

Contributions diverses

Rencontre et échange d'informations avec des **étudiants de l'Université Toulouse Capitole** inscrits en Master I (Droit administratif) ayant en charge de préparer un exposé autour de « la réforme générale des politiques publiques et son impact sur les politiques de prévention de la délinquance » et transmission de documents produits dans le cadre de l'Observatoire.

Transmission de contacts auprès de la **Direction Sécurité Prévention de la Ville de Lyon** (par l'intermédiaire du Forum Français pour la Sécurité Urbaine) dans le cadre d'une étude comparative sur les dispositifs de prévention de la délinquance et de lutte contre la récidive.

Appui au **Commandant de police de la Division Mirail de la Circonscription de Sécurité Publique de Toulouse (DDSP 31)** : transmission de données sociodémographiques concernant la population des quartiers toulousains (Mirail) et information sur les ressources disponibles en la matière.

Accompagnement de stagiaires

Dans le cadre de partenariat avec les universités, Ressources & Territoires accompagne des étudiants-stagiaires avec une volonté de les inscrire sur des actions concrètes, en lien avec le terrain.

- **1 étudiante en Master 2 Aménagement et Développement Territorial à l'Institut Universitaire Professionnalisé de Toulouse** pendant 14 semaines qui a travaillé essentiellement sur la mise en place d'une démarche GUP sur le Quartier de Lentajou à Gaillac (81), durant trois périodes :
 - du 08/11/10 au 25/11/10
 - du 10/01/11 au 18/02/11
 - du 28/03/11 au 29/04/11

Période 1 : actualisation des fiches de synthèses concernant les opérations de renouvellement urbain (Tarbes, Montauban, Toulouse)

Période 2 : démarrage de la démarche GUP à GAILLAC (rencontre des acteurs, présentation méthodologique d'une démarche GUP et du diagnostic en marchant)

Période 3 : phase de mise en œuvre du diagnostic en marchant, analyse et pré projet.

- **2 étudiantes en Master 2 Droit -Mention Science Politique- Spécialité « Politique et Sécurité » à l'Université Toulouse I Capitoile :**

Encadrement de Léa D. (mars – juillet 2011)

Sujet de mémoire : « *Mise en lumière du triangle d'influences, environnement géo-social – insécurité – télévision : approche comparée d'un milieu périurbain et d'un milieu urbain "sensible", les exemples de la commune de Fonsorbes et du quartier de Bagatelle – Faourette* ».

Participation à de nombreux projets : Diagnostic local de sécurité de la Ville de Saint-Orens, Journée sur l'évaluation de la prévention de la délinquance, Restitution du Bilan de la délinquance auprès des élus et techniciens du SICOVAL, Enquête « Questionnaire collégiens : insécurité et perceptions de la police », Note comparée autour de l'observation de la délinquance...

Encadrement de Julie G. (mai – juillet 2011)

Sujet de mémoire : « *L'utilisation opportune des méthodes sciences sociales au sein des Diagnostics Locaux de Sécurité : le cas des diagnostics effectués en région Midi-Pyrénées* ».

Participation à de nombreux projets : Diagnostic local de sécurité de la Ville de Saint-Orens, Journée sur l'évaluation de la prévention de la délinquance, Diagnostic local de sécurité de la Communauté de communes de Decazeville-Aubin...

ETUDES & RECHERCHE

PRIPI

Le PRIPI Midi-Pyrénées 2010-2012 a identifié des orientations stratégiques pour lever les obstacles à l'intégration des immigrés. Dans ce cadre R&T a déposé un projet à destination des acteurs de la formation. La finalité de ce projet est d'apporter une réponse pédagogique au plus près des besoins des publics : besoins d'insertion sociale, d'insertion professionnelle notamment pour les publics migrants de niveau A1.1 et infra.

R&T a élaboré :

- Un recueil des outils existants
- Des scénarii pédagogiques intégrant les situations de travail vécues par les salariés, leurs besoins d'évolution, les compétences nécessaires et les savoirs mobilisés
- Un film constitué de trois séquences qui serviront de support pédagogique. Il illustre les compétences clés mises en œuvre sur trois postes de travail dans une structure IAE
- Il a été réalisé en partenariat avec l'association Hérisson Bellor (09)

Les formateurs pourront ainsi se constituer une base méthodologique suffisante pour élaborer des séquences adaptées à leurs publics et aux situations professionnelles.

Communauté de communes du Bassin Decazeville – Aubin (12)

Appui à la coordonnatrice du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance :

- Construction de la démarche d'accompagnement
- Rencontre avec les élus (Comité des maires) et sensibilisation autour des notions de prévention de la délinquance et de sécurité.
- Réalisation d'un diagnostic intercommunal de prévention et de sécurité : entretiens semi-directifs individuels ou collectifs (20 personnes rencontrées),
- Restitutions du diagnostic.

Ville de Colomiers

Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un **diagnostic local de sécurité** et la mise en place du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

Restitution de trois documents de synthèse Restitution du diagnostic en Assemblée plénière pour le lancement et l'installation du CLSPD.

Participation au Comité technique du CLSPD

Ville de Saint-Orens de Gameville

Appui à la Direction des Solidarités : accompagnement pour la réalisation d'un **diagnostic local partagé** et la création d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD)

- Présentation de la démarche en Bureau ;
- Phase d'enquête : diagnostic partagé (30 personnes rencontrées) et recueil des attentes ;
- Recueil et analyse des données de la délinquance constatée ;
- Restitutions finales.

Ville de Figeac

Appui à la Ville de Figeac pour la rédaction de leur Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance (STSPD) :

- Animation de 6 réunions de travail (élus – cabinet – techniciens / Ville – État) et rédaction de la stratégie territoriale ;
- Présentation du projet de stratégie en Assemblée plénière du CLSPD et signature de la stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance.

OBSERVATIONS DES TERRITOIRES

R&T réalise des tableaux de bord et des outils cartographiques destinés à assurer une meilleure information des maires et des élus en termes de prévention de la délinquance. Ces outils d'observation permettent un suivi mensuel de la délinquance constatée sur les territoires concernés. Ils sont élaborés à partir des données recensées par les services de la Police nationale et de la Gendarmerie nationale et reposent principalement sur un exposé sélectif des données fournies par l'« état 4001* ». Une analyse annuelle est également réalisée afin de pouvoir envisager le niveau moyen de délinquance, mais aussi son évolution. Un rapport annuel est produit en début d'année reprenant les données de l'année précédente.

* Instrument statistique des services de police et de gendarmerie qui rassemble les 107 index de la délinquance constatée.

Éléments de réalisation

- Des tableaux de bord et des outils cartographiques ont été produits et transmis à près de **60 destinataires issus de la CUGT et de la Ville de Toulouse.**
- 12 communes supplémentaires ont été intégrées à la Communauté urbaine du Grand Toulouse : Aigrefeuille, Beaupuy, Bruguières, Dremil Lafage, Flourens, Gratentour, Lespinasse, Mondouzil, Mons, Montrabé, Saint-Jean et Saint-Jory.

Ces communes ont donc été intégrées à l'activité de l'Observatoire : en 2011, pour chaque commune, ont été produits 12 tableaux de bord mensuels, soit **144 tableaux de bord supplémentaires par rapport à 2010.**

Communauté urbaine du Grand Toulouse

- Réalisation d'un tableau de bord mensuel pour le territoire du Grand Toulouse et pour chacune des 37 communes, soit **38 tableaux de bord.**

24 indicateurs sont retenus pour chaque tableau de bord :

- Nombre de faits constatés
- Taux de criminalité
- Coups et blessures volontaires criminels et correctionnels n'ayant pas entraîné la mort (7)
- Menaces ou chantages (11, 12)
- Vols à main armée avec arme à feu (15, 16, 17, 18, 19)
- Vols avec violence sans arme (23, 24, 25, 26)
- Cambriolages de résidences principales et secondaires (27, 28)
- Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers (29)
- Cambriolages autres lieux (30)
- Vols avec entrée par ruse en tous lieux (31)
- Vols à la tire (32)
- Vols à l'étalage (33)
- Vols d'automobiles (35)
- Vols de 2 roues (36)
- Vols à la roulotte et d'accessoires (37, 38)
- Vols simples (41, 42, 43)
- Infractions à la législation sur les stupéfiants constatées par les services (55, 56, 57, 58)
- Incendies volontaires de biens publics et privés (62, 63)
- Destructures et dégradations de biens publics et privés (66, 67)

- Destructures et dégradations de véhicules privés (68)
- Atteintes à l'autorité (72, 73)
- Sécurité routière : nombre d'accidents
- Sécurité routière : nombre de tués
- Sécurité routière : nombre de blessés

Chaque indicateur est décliné à partir de la grille suivante : nombre de faits constatés, nombre de faits constatés mois n-1, variation mensuelle, cumul. En 2011, auront été ainsi produits **456 tableaux de bord mensuels** (38 x 12).

- Rédaction d'un rapport annuel 2010-2011 de la délinquance constatée sur le territoire du Grand Toulouse (traitement des données sur l'ensemble du territoire, typologie avec matrices de classement des communes, cartographie communale et intercommunale du volume de faits pour une série d'indicateurs avec leur évolution 2010-2011).

⇒ **Au total, 494 tableaux de bord ont été réalisés et synthétisés au sein d'un rapport annuel (diffusé autour de mars - avril 2012) pour la Communauté urbaine du Grand Toulouse.**

Ville de Toulouse

- Réalisation d'un tableau de bord mensuel, soit **12 tableaux de bord**.
- Rédaction d'un **bilan annuel** intégrant les données spécifiques à chaque quartier et une analyse pluriannuelle (début 2012).
- Production de **cartes** (nombre de faits et variation) permettant d'évaluer l'évolution de la délinquance sur les 60 quartiers toulousains à partir de 7 indicateurs principaux :
 - Nombre de faits constatés,
 - Coups et blessures volontaires,
 - Vols avec violence sans arme,
 - Vols simples,
 - Vols d'automobiles,
 - Vols à la roulotte et d'accessoires,
 - Cambriolages de résidences principales et secondaires.
- Élaboration de **matrices de classement mensuel** des quartiers permettant de visualiser les 5 quartiers qui présentent le nombre de faits le plus important ; les 5 quartiers qui enregistrent la plus forte variation en volume ; les 5 quartiers qui présentent le nombre de faits le moins important ; les 5 quartiers qui enregistrent la plus forte baisse en volume.

⇒ **Au total, 12 tableaux de bord, une synthèse, des cartes et des matrices de classement ont été réalisés pour la Ville de Toulouse.**

Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS)

- Réalisation d'un tableau de bord mensuel pour chacun des 8 quartiers en CUCS (Bagatelle, Bellefontaine, Empalot, Faourette, Izards, Mirail-Université, Reynerie et Papus), soit **96 tableaux de bord**. Sont intégrées dans ces tableaux de bord les données « violences urbaines » constatées par la Police nationale et les données produites par Tisséo (transports).
- Réalisation d'un **tableau de bord annuel** pour chacun des 8 quartiers en CUCS, soit **8 tableaux de bord**.

⇒ **Au total, 104 tableaux de bord ont été réalisés pour les quartiers en CUCS.**

Communauté d'agglomération du SICOVAL

- Réalisation d'un tableau de bord mensuel pour les 6 communes en CLS périurbain (Auzeville, Castanet-Tolosan, Lacroix-Falgarde, Escalquens, Labège, Ramonville Saint-Agne), soit **72 tableaux communaux**.
- Production d'un tableau de bord annuel pour les 36 communes du SICOVAL, soit **36 tableaux de bord**.
- Élaboration du **rapport annuel 2010-2011 de la délinquance constatée sur le territoire du SICOVAL** (traitement des données sur l'ensemble du territoire, typologie avec matrices de classement des communes du SICOVAL, cartographie communale et intercommunale du volume de faits pour une série d'indicateurs avec leur évolution 2010-2011).

⇒ **Au total, 108 tableaux de bord ont été réalisés et synthétisés au sein d'un rapport annuel (diffusion autour de mars - avril 2012) pour la Communauté d'agglomération du SICOVAL.**

Préfecture de la Haute-Garonne [Cabinet et Pôle Sécurité Intérieure]

- Production d'un tableau de bord mensuel pour chacune des 15 villes de plus de 10 000 habitants de la Haute-Garonne (Balma, Blagnac, Castanet-Tolosan, Colomiers, Cugnaux, Fonsorbes, Muret, Plaisance-du-Touch, Ramonville-Saint-Agne, Saint-Gaudens, Saint-Jean, Saint-Orens, Toulouse, Tournefeuille, L'Union), soit **180 tableaux de bord**.
- Production d'un tableau de bord annuel pour chacune des 15 villes de Haute-Garonne de plus de 10 000 habitants, soit **15 tableaux de bord**.
- Production d'un tableau de bord mensuel pour les 9 immeubles suivis dans le cadre du **Baromètre d'ambiance de la Démarche KIEV** (Grand d'Indy, Petit d'Indy, Petit Varèse, Glück Chalets, Poulenc, Messenger, Glück Patrimoine, Erik Satie et Jean Gilles) à partir des données saisies par trois bailleurs (Habitat Toulouse, Les Chalets et Patrimoine), soit **12 tableaux de bord**.

⇒ **Au total, 207 tableaux de bord ont été réalisés en 2011 pour la Préfecture de la Haute-Garonne.**

⇒ **Sur l'ensemble des partenariats existants en termes d'observation de la délinquance, l'équipe Prévention – Sécurité a réalisé plus de 900 tableaux de bord, ainsi que des notes d'analyse annuelles agrémentées d'outils cartographiques et de matrices sérielles. Cette activité participe ainsi à la mise en œuvre d'une meilleure observation des territoires, tant de la part des acteurs étatiques que de la part des élus et techniciens des collectivités territoriales, destinataires de ces outils d'analyse.**